



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 32 du 16 octobre 2013*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 16 octobre 2013

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>1202</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1202</b>
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>1202</b>
Bureau de la citoyenneté.....	1202
Arrêté du 8 octobre 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à BRIEY (54150).....	1202
Arrêté du 8 octobre 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à PIENNES (54490).....	1202
Arrêté du 8 octobre 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à JARNY (54800).....	1203
Service de l'Immigration et de l'Intégration.....	1203
Bureau de l'asile et de l'éloignement.....	1203
Arrêté du 7 octobre 2013 portant modification de la commission d'expulsion des étrangers.....	1203
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1204</b>
Bureau des procédures environnementales / Service environnement - eau - biodiversité.....	1204
Arrêté n° du 30 septembre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation des sources de Moulin (0230-2X-0185, 0230-2X-0186, 0230-2X-0187) implantées sur la commune de BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES et exploitées par le Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle.....	1204
Arrêté inter-préfectoral n° 54-2012-00174 du 4 octobre 2013 portant autorisation au titre des articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement concernant le plan de gestion des travaux d'entretien régulier 1) du canal de la Marne au Rhin-Est entre FROUARD (54) et RECHICOURT-LE-CHATEAU (57) ; 2) du canal d'embranchement de NANCY entre LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY et MESSEIN ; 3) de la rivière Meurthe entre REHAINVILLER et FROUARD.....	1205
Arrêté n° du 14 octobre 2013 relatif à la mise en place d'un programme d'actions sur la zone de protection des sources de Moulin (0230-2X-0097, 0230-2X-0184, 0230-2X-0185, 0230-2X-0186, 0230-2X-0187) du Syndicat des Eaux Seille et Moselle.....	1209
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1212</b>
Bureau des procédures environnementales / Service police de l'eau.....	1212
Arrêté du 7 octobre 2013 portant dérogation à l'arrêté du 22 juillet 2009 définissant le quatrième programme d'actions à mettre en œuvre en Meurthe-et-Moselle en vue de la réduction de la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.....	1212
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>1213</b>
Bureau de l'interministérialité.....	1213
Convention d'utilisation n° 54-2011-85 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense.....	1213
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>1213</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>1213</b>
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>1213</b>
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-084 en date du 7 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparation des dégâts d'hiver sur l'autoroute A31, entre les PR 249+000 et 250+750, sens BEAUNE-LUXEMBOURG.....	1213
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>1216</b>
<b>DIRECTION DE LA STRATEGIE.....</b>	<b>1216</b>
Arrêté n° 2013-0881 du 13 septembre 2013 modifiant la composition de la Commission Régionale de Conciliation et d'Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine.....	1216
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>1217</b>
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1217</b>
Subdélégation de signature, en matière d'actions d'inspection de la législation du travail, du directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, chargé des politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle.....	1217
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>1220</b>
<b>POLE PILOTAGE ET RESSOURCES.....</b>	<b>1220</b>
Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle pilotage et ressources en date du 1er septembre 2013.....	1220
Décision de subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire en date du 1er septembre 2013.....	1221
<b>POLE GESTION PUBLIQUE.....</b>	<b>1221</b>
Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle gestion publique en date du 1er septembre 2013.....	1222
<b>POLE GESTION FISCALE.....</b>	<b>1222</b>
Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle gestion fiscale en date du 1er septembre 2013.....	1223
<b>MISSIONS RATTACHEES.....</b>	<b>1223</b>
Décision de délégations spéciales de signature pour les missions rattachées en date du 1er septembre 2013.....	1223
<b>TRESORERIE DE LONGWY – VILLERUPT COLLECTIVITES.....</b>	<b>1224</b>
Délégation de signature à Mme Tiphaine MAHE, Inspectrice des finances publiques, en date du 12 septembre 2013.....	1224
Délégation de signature à Mme Marie-José PETTOELLO, Contrôleur Principal des finances publiques, en date du 12 septembre 2013.....	1224
Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Tiphaine MAHE, Inspectrice des finances publiques.....	1224
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....</b>	<b>1224</b>
<b>COMPTABILITE.....</b>	<b>1224</b>
Arrêté DDCS n° 101 du 1er octobre 2013 accordant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire.....	1224
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1225</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL.....</b>	<b>1225</b>
Arrêté n° 2013/DDT/SG/011 du 8 octobre 2013 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics.....	1225
Arrêté n° 2013/DDT/SG/013 du 8 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	1227
<b>AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....</b>	<b>1229</b>
Décret du 5 septembre 2013 autorisant pour une nouvelle période de cinq années la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine à exercer le droit de préemption et à bénéficier de l'offre amiable avant adjudication volontaire.....	1229
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 297 bis du 8 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SPONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3461 bis.....	1230
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 348 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3530.....	1230
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 349 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3586.....	1231
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 350 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3587.....	1232
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 351 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3585.....	1232
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 352 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3588.....	1233
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 353 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3590.....	1234
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 354 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3591.....	1234

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 355 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3626.....	1235
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 356 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ROSIERES-AUX-SALINES - HUDIVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3560.....	1235
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 357 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ROSIERES-AUX-SALINES - HUDIVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3509.....	1236
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 358 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUDIVILLER - ROSIERES-AUX-SALINES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3593.....	1237
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 359 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ROSIERES-AUX-SALINES - HUDIVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3567.....	1237
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 360 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MARAINVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3573.....	1238
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 361 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEZIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3546.....	1238
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 362 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ALLONDRELLE-LA-MALMAISON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3582.....	1239
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 364 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à TOUL - CHARMES-LA-COTE - BLENOD- LES-TOUL - MONT-LE-VIGNOBLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3615.....	1239
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 365 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAMBLEY-BUSSIERES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3620.....	1240
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 367 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BASLIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3570.....	1240
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 368 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à TANTONVILLE - VEZELISE - QUEVILLONCOURT - HAMMEVILLE - VITREY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3605.....	1241
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 369 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES-AUX-DAMES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3394.....	1242
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 370 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à FORCELLES-SOUS-GUGNEY - HOUSSEVILLE - XIROCOURT- SAXON-SION - DIARVILLE - SAINT-FIRMIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3622.....	1242
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 371 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à DOMGERMAIN - BRULEY - BOUCQ - GONDREVILLE - FEY-EN-HAYE - SAIZERAIS - BOUVRON - LUCEY - FRANCHEVILLE - PAGNEY-DERRIERE-BARINE - VILLEY-SAINT-ETIENNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3598.....	1243
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 372 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLE-EN-VERMOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3630.....	1243
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 373 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLE-EN-VERMOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3631.....	1244
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 374 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE - DOMMARTIN-LES-TOUL - GONDREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3612.....	1244
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 377 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUDIVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3621.....	1245
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/382 du 2 octobre 2013 portant dissolution de l'association foncière de VIVIERS-SUR-CHIERS - Section de BRAUMONT.....	1245
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/383 du 2 octobre 2013 portant dissolution de l'association foncière de VIVIERS-SUR-CHIERS - Section de REVEFONT.....	1246
Arrêté 2013/DDT54/AFC/n° 384 du 4 octobre 2013 fixant les dates d'ouverture des vendanges.....	1246
Unité forêt - chasse.....	1247
Arrêté n° 380 du 30 septembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 1er juin 2012 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de CRANTENOY.....	1247
<b>TRANSPORTS - SECURITE.....</b>	<b>1248</b>
Unité bruit - publicité - qualité de l'air.....	1248
Arrêté 2013/DDT/TS/032 du 10 septembre 2013 portant publication des cartes de bruit à échéance 2012 du réseau routier national non concédé dans le département de Meurthe-et-Moselle suivantes : A30 - A31- A33 - A330 - RN4 - RN52 - RN57 - RN59.....	1248
Arrêté 2013/DDT/TS/052 du 1er octobre 2013 portant publication des cartes de bruit à échéance 2012 de l'autoroute A4 concédée dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1248
Arrêté 2013/DDT/TS/053 du 1er octobre 2013 portant publication des cartes de bruit à échéance 2012 de l'autoroute A31 concédée dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1249
Arrêté 2013/DDT/TS/062 du 1er octobre 2013 portant publication des cartes de bruit à échéance 2012 du réseau ferroviaire dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1249
<b>ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....</b>	<b>1250</b>
Pôle nature, biodiversité, pêche.....	1250
Arrêté N° SEEB-NBP-2013/019 du 18 septembre 2013 autorisant le tir du Grand Cormoran (Phalacrocorax carbo sinensis) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2013/2014.....	1250
Arrêté N° SEEB-NBP-2013/023 du 4 octobre 2013 portant approbation des statuts de plusieurs associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique.....	1253
Arrêté N° SEEB-NBP-2013/030 du 4 octobre 2013 portant approbation des statuts de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle.....	1254
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....</b>	<b>1254</b>
Arrêté n° 13-DDPP-116 du 7 octobre 2013 portant mise en demeure de régulariser la situation administrative et de respecter une prescription d'ordre général - Installations Classées pour la Protection de l'Environnement - Association du Longuyonnais pour la Défense et la Protection des Animaux, 12 rue de la mairie à PETIT-FAILLY (54260), installations soumises à déclaration sous la rubrique n° 2120 (établissements d'élevage, vente, transit,... de chiens).....	1254
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>1255</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>1255</b>
<b>DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>1255</b>
Délégation de signature 2013-09-25 du 25 septembre 2013.....	1255
<b>RESEAU FERRE DE FRANCE.....</b>	<b>1257</b>
Décision du Conseil d'administration de Réseau ferré de France (169ème séance) en date du 19 septembre 2013 prononçant la fermeture de la section de ligne de LEYR à NOMENY.....	1257
<b>L'AUTRE CANAL.....</b>	<b>1257</b>
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 108 du 24 septembre 2013 - Nomination de Mme BENTZ Marion, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	1257
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 109 du 11 octobre 2013 - Nomination de Mme DE BARROS Sabrina, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	1257

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau de la citoyenneté***Arrêté du 8 octobre 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à BRIEY (54150)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral d'habilitation dans le domaine funéraire délivré en date du 5 juin 2007 pour une durée de six ans, à Mme Pascale MARY, gérante de la « SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS Paul DAMGE » située au n° 7, rue de la Tirée à BRIEY (54150) ;

VU la demande de renouvellement d'habilitation présentée par Mme Pascale MARY ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** - La « SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS Paul DAMGE » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- La fourniture des housses, cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2** - La présente habilitation est renouvelée pour six ans.

**Article 3** - Le numéro d'habilitation est le 96-54-35.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Pascale MARY, gérante de l'entreprise susvisée et dont une copie sera adressée aux :

- Sous-Préfet de BRIEY ;
- Maire de BRIEY ;
- Directeur de l'agence régionale de santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

*La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :*

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

*NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

**Arrêté du 8 octobre 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à PIENNES (54490)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral d'habilitation dans le domaine funéraire délivré en date du 5 juin 2007 pour une durée de six ans, à Mme Pascale MARY, gérante de la « SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS Paul DAMGE » située au n°13, rue du 8 mai 1945 à PIENNES (54490) ;

VU la demande de renouvellement d'habilitation présentée par Mme Pascale MARY ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** - La « SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS Paul DAMGE » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- La fourniture des housses, cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2** - La présente habilitation est renouvelée pour six ans.

**Article 3** - Le numéro d'habilitation est le 2001-54-142.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Pascale MARY, gérante de l'entreprise susvisée et dont une copie sera adressée aux :

- Sous-Préfet de BRIEY ;
- Maire de PIENNES ;
- Directeur de l'agence régionale de santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

*La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :*

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

*NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

#### Arrêté du 8 octobre 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à JARNY (54800)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral d'habilitation dans le domaine funéraire délivré le 12 octobre 2007 pour une durée de six ans à Mme Catherine LEBEGUE, gérante de la société « LORRAINE MONUMENTS » située au n° 1, rue Gambetta à JARNY (54800) ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif du 24 juin 2010 suite à l'extension de la chambre funéraire située au 2, rue Jurue à JARNY (54800) ;

VU la demande de renouvellement d'habilitation présentée par Mme Catherine LEBEGUE ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est jugé complet à la date du 25 septembre 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er** - L'entreprise « LORRAINE MONUMENTS » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2** - La présente habilitation est renouvelée pour six ans.

**Article 3** - Le numéro d'habilitation est le 97-54-121.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Catherine LEBEGUE, et dont copie sera adressée aux :

- Sous-Préfet de BRIEY ;
- Maire de JARNY ;
- Directeur de l'agence régionale de santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

*La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :*

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CS 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

*NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

#### Service de l'Immigration et de l'Intégration Bureau de l'asile et de l'éloignement

#### Arrêté du 7 octobre 2013 portant modification de la commission d'expulsion des étrangers

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) et notamment l'article L.522-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2010 portant modification de la composition de la commission départementale d'expulsion des étrangers ;

VU le courrier du 10 septembre 2013 du président du tribunal administratif de Nancy ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er** - La commission instituée par L.522-1 du CESEDA, dite commission d'expulsion des étrangers, est composée ainsi qu'il suit :

1) Président : Monsieur Michel LE GUENNEC, vice-président du tribunal de grande instance de Nancy, désigné par le président du tribunal de grande instance de Nancy ;

2) Membres :

a) membre désigné par l'assemblée générale du tribunal de grande instance de Nancy :

- Madame Christine LEFÈVRE-GANAHL, vice-présidente chargée de l'application des peines, en qualité d'assesseur ;

b) membres désignés par le président du tribunal administratif de Nancy :

- Madame Véronique GHISU-DEPARIS, vice-présidente, titulaire,

- Madame Christine SEIBT, premier conseiller.

**Article 2** - le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de cet arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture, et notifié à chaque membre de la commission.

Nancy, le 7 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### *Bureau des procédures environnementales / Service environnement - eau - biodiversité*

**Arrêté n° du 30 septembre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation des sources de Moulin (0230-2X-0185, 0230-2X-0186, 0230-2X-0187) implantées sur la commune de BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES et exploitées par le Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L211-3,

VU le code rural et notamment ses articles R114-1 à R114-10,

VU le code de la santé publique, et notamment son article R.1321-7,

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 27,

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du captage de Moulin en date du 31/10/2006,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 du ministère de la santé et de la solidarité, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,

VU l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) des bassins Rhin et Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants,

VU la circulaire du 30 mai 2008 relative à l'application du décret n° 2007- 882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural codifié sous les articles R. 114-1 à R. 114-10,

VU le courrier DEB – DGPAAT – DGS aux préfets du 26 mai 2009, relatif aux « captages Grenelle ».

VU les courriers DE/DGS du 18 octobre 2007 et du 28 février 2008 aux préfets de département, relatifs à l'identification et la protection des captages prioritaires,

VU la consultation du public réalisée du 1er août au 27 août 2013, conformément à la loi du n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;

VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle en date du 29 juillet 2013 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique de Meurthe-et-Moselle du 12 septembre 2013,

CONSIDÉRANT que la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, transposée par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, a pour objectif l'atteinte du bon état chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines, pour 2015,

CONSIDÉRANT que les sources de Moulin sur la commune de Bouxières-aux-Chênes figurent dans la liste nationale, issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, des 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses,

CONSIDÉRANT que l'eau du captage précité est nécessaire à l'alimentation en eau potable de 8500 habitants sur 21 communes et sécurise en plus l'alimentation en eau potable de 3000 habitants,

CONSIDÉRANT que les teneurs et l'évolution des teneurs en nitrates et en substances phytosanitaires aux points de surveillance, ont atteint les valeurs références qui doivent conduire à la mise en œuvre d'un plan de mesures pour inverser la tendance, tel que défini dans l'arrêté interministériel du 17 décembre 2008 « établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines » .

CONSIDÉRANT qu'en vertu des articles précités le Préfet doit définir des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation de captages d'eaux,

CONSIDÉRANT les récents travaux réalisés en 2009 en vue de déterminer l'aire d'alimentation des sources de Moulin sur laquelle un programme d'action devra être établi,

CONSIDÉRANT la nécessité d'inclure tous les îlots cultureux (et ou parcelles) situés à l'intérieur de la limite de l'aire d'alimentation décrite ci-dessus ainsi que les îlots (et ou parcelles) intersectés par cette limite,

CONSIDÉRANT la nécessité de s'appuyer sur des limites physiques facilement identifiables : limites d' îlots cultureux (définis grâce au Registre parcellaire Graphique : RPG), routes forestières, lisières de bois, ...

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

### **ARRETE**

**Article 1er** : - **Délimitation de la zone de protection des sources de Moulin sur la commune de Bouxières-aux-Chênes**

Une zone de protection de l'aire d'alimentation de ces sources est délimitée conformément au périmètre fixé sur les documents graphiques figurant en annexe du présent arrêté sur les territoires des communes de Bouxières-aux-Chênes, Leyr et Montenois.

La surface totale de la zone de protection est estimée à 450 hectares sur les communes de Bouxières-aux-Chênes, Leyr et Montenois.

**Article 2** : **Diagnostic des pressions polluantes et élaboration d'un programme d'actions**

Sur la zone de protection définie à l'article 1, un programme d'actions sera défini conformément aux dispositions de l'article R.114-6 du code rural après examen par le comité de pilotage local chargé de coordonner les études et le plan d'action nécessaires à la protection de cette ressource.

Ce plan d'action fera l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

Un comité de pilotage, présidé par le Président du Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle a été mis en place, il est chargé :

- de piloter les études nécessaires au diagnostic des pressions polluantes sur la zone de protection des sources de Moulin,
- d'élaborer et proposer un programme d'actions dans les conditions définies par l'article R 114-6 du code rural,
- de suivre la mise en œuvre du programme d'action.

### **Article 3 - Diffusion et exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Syndicat des eaux Seille et Moselle et aux communes de Bouxières-aux-Chênes, de Montenois et de Leyr et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au :

- Directeur régional de l'agence régionale de santé, délégations territoriales de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- Directeur de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de la SAFER de Lorraine.

Nancy, le 30 septembre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté inter-préfectoral n° 54-2012-00174 du 4 octobre 2013 portant autorisation au titre des articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement concernant le plan de gestion des travaux d'entretien régulier 1) du canal de la Marne au Rhin-Est entre FROUARD (54) et RECHICOURT-LE-CHATEAU (57) ; 2) du canal d'embranchement de NANCY entre LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY et MESSEIN ; 3) de la rivière Meurthe entre REHAINVILLER et FROUARD**

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Préfet de zone de Défense et de sécurité Est,  
Préfet de la Moselle,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement, notamment les Livres II – Titres 1ers, dont les articles L214-1 à L214-6, la nomenclature annexée à l'article R214-1 et les articles R214-6 à R214-31 ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles et notamment ses articles 17 et 20 ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 1er Ministre du 24 mai 2011 nommant Monsieur Jean KUGLER, directeur départemental des territoires de la Moselle ;

VU l'arrêté du 1er Ministre du 04 octobre 2011 nommant Monsieur Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens, ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2009 complétant l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens, ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0. de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement,

VU l'arrêté du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.3.0. (1°b et 2°b) de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié,

VU l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2011-143 en date du 21 décembre 2011 portant organisation de la direction départementale des territoires de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral DDT/SG-2009 12/01 du 31 décembre 2009 concernant l'organisation des services de la DDT dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhin-Meuse approuvé le 27 novembre 2009 ;

VU le dossier de demande d'autorisation déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 31 mai 2012, présenté par VOIES NAVIGABLES DE FRANCE – Direction Interrégionale du Nord-Est, représenté par Madame la Directrice Corinne de LA PERSONNE, enregistré sous le n° 54-2012-00174 et relatif au Plan de gestion des travaux d'entretien régulier de l'UHC cohérente Canal de la Marne au Rhin branche Est, complété en novembre 2012 suite à la demande du 31 octobre 2012 de la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 12 juin 2013 au 12 juillet 2013 ;

VU l'avis favorable, assorti de recommandations, de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé en date du 05 février 2013 ;

VU l'avis favorable, assorti de recommandations, de la délégation territoriale de Moselle de l'Agence Régionale de Santé en date du 21 février 2013 ;

VU l'avis réservé de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques service départemental de Meurthe-et-Moselle en date 23 août 2012 ;

VU l'avis favorable assorti d'observations de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques service départemental de la Moselle en date du 10 juillet 2012 ;

VU l'avis réservé de la Fédération de la Moselle de pêche et de protection du milieu aquatique en date du 27 août 2012 ;

VU l'avis réputé favorable de la Fédération de Meurthe et Moselle de pêche et de protection du milieu aquatique ;

VU l'avis n'appelant pas d'observations du Parc Naturel Régional de Lorraine en date du 14 septembre 2012 ;

VU les avis informatifs sur la législation ICPE, ou n'appelant pas d'observation pour l'UHC concernée, de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine en date des 19 juillet, 23 juillet et 30 août 2012 ;

VU les délibérations des communes de NANCY le 01 juillet 2013, EINVILLE-AU-JARD le 04 juillet 2013, RECHICOURT-LE-CHATEAU le 18 juin 2013, et DAMELEVIERES le 27 juin 2013 ;

VU le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur déposés le 08 août 2013 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Moselle le 23 septembre 2013 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle le 12 septembre 2013 ;

VU la consultation du pétitionnaire en date du XXXX 2013 ;

CONSIDÉRANT que Voies navigables de France doit avoir recours au dragage et à des opérations d'entretien des berges et de la voie d'eau pour assurer le gabarit des chenaux de navigation et permettre un bon fonctionnement hydraulique de son réseau de transport fluvial ;

CONSIDÉRANT que les incidences sur le milieu aquatique ont fait l'objet d'évaluations et que des compléments ont été remis par le pétitionnaire suite aux premières remarques exprimées par les administrations ou organismes compétents ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté apportent, en l'état des connaissances, la meilleure garantie lors de l'exécution des travaux ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 214-12 du code de l'environnement, il est statué par arrêté conjoint des préfets lorsque l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont réalisés sur plus d'un département ;

SUR proposition des Secrétaires Généraux des préfectures de Moselle et de Meurthe-et-Moselle ;

## ARRETEMENT

### Titre I - OBJET DE L'AUTORISATION

#### Article 1er - Objet de l'autorisation

Le présent arrêté autorise l'établissement public VOIES NAVIGABLES DE FRANCE – Direction Interrégionale du Nord-Est représenté par Madame la Directrice Corinne de LA PERSONNE, dénommé « maître d'ouvrage », à réaliser les opérations de dragage et d'entretien sur l'unité hydrographique cohérente (UHC) de :

CANAL DE LA MARNE AU RHIN EST ENTRE FROUARD (54) ET RECHICOURT-LE-CHATEAU (57)

CANAL D'EMBRANCHEMENT DE NANCY ENTRE LANEUVEVILLE-devANT-NANCY ET MESSEIN

RIVIERE MEURTHE ENTRE REHAINVILLER ET FROUARD

L'unité hydrographique cohérente inclut la portion du (ou des) bassin(s) versant(s) qui contribue(nt) aux apports sédimentaires sur la section considérée ainsi que les annexes hydrauliques (réseaux d'alimentation, rigoles d'alimentation, fossés, contre-fossés, bras secondaires des rivières, etc.). Elle n'inclut pas les réservoirs d'alimentation qui feront l'objet, si nécessaire, d'une demande d'autorisation spécifique, et notamment la retenue de PARROY.

Les rubriques définies au tableau R. 214-1 du code de l'environnement concernées par ces opérations sont les suivantes :

Opérations de dragage		
Rubrique	Intitulé	Régime
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.30 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : - Supérieur à 2 000 m3 (A) - Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) - Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.	Autorisation
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet - Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A). - Dans les autres cas (D).	Autorisation
2.2.3.0.	Rejet des eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 : Le flux total de pollution brute étant : - Supérieur ou égale au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (A). - Compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D). Le produit de la concentration maximale d' <i>Escherichia coli</i> , par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D.1332-1 et D.1332-16 du Code de la Santé Publique, étant : - Supérieur ou égal à 1011 E coli/j (A). - Compris entre 1010 à 1011 E coli/j (D).	Autorisation
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.30 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : - Supérieur à 2 000 m3 (A) - Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) - Inférieur ou égal à 2 000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.	Autorisation

3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet - Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A). - Dans les autres cas (D).	Autorisation
3.1.3.0.	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : - Supérieure ou égale à 100 m (A). - Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D).	Autorisation
3.3.2.0.	Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie : - Supérieure ou égale à 100 ha (A). - Supérieure à 20 ha, mais inférieure à 100 ha (D).	Autorisation

#### Article 2 - Caractéristiques des activités

Les travaux d'entretien peuvent porter directement sur la voie d'eau (intervention dans le lit mineur comme le dragage), mais également sur les berges (protection contre l'érosion notamment).

Dans le cadre des opérations de dragage, les opérations suivantes seront réalisées par le maître d'ouvrage :

- Caractérisation des sédiments à extraire ;
- Dragage des sédiments par des méthodes appropriées ;
- Transports des sédiments ;
- Filières de prétraitements et de traitements des sédiments ;
- Filières de gestion des sédiments dragués.

Dans le cadre des opérations d'entretien, les opérations suivantes seront réalisées par le maître d'ouvrage :

- Entretien de la voie d'eau ;
- Entretien des berges.

La présente autorisation concerne les opérations d'entretien régulier. Les opérations d'amélioration et de création, en particulier les protections de berges devront faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre de la loi sur l'eau.

La présente autorisation ne couvre pas la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, en particulier concernant l'extraction des sédiments, leur stockage et leur traitement.

#### Titre II - PRESCRIPTIONS

#### Article 3 - Dispositions de programmation des travaux et de contrôle

##### 3.1. Réunion annuelle de programmation des travaux

À son initiative, le maître d'ouvrage organise une réunion annuelle de programmation en novembre ou décembre de chaque année.

Lors de cette réunion annuelle, le maître d'ouvrage présente un programme annuel prévisionnel des opérations à mettre en œuvre pendant l'année N+1, ainsi que le bilan des opérations menées au cours de l'année N.

Six semaines avant cette réunion, le maître d'ouvrage adresse une version papier du programme prévisionnel et du bilan aux participants.

Le maître d'ouvrage invite à la réunion annuelle, au minimum :

- Le service police de l'eau des DDT des départements concernés,
- Les services en charge des ressources et milieux naturels de la DREAL Lorraine,
- L'Inspecteur des Installations Classées pour la protection de l'Environnement (Unités territoriales et (ou) DREAL – IIC),
- Les services départementaux de l'ONEMA,
- La délégation interrégionale Nord-Est de l'ONEMA,
- Les délégations territoriales de l'ARS des départements concernés,
- La FDPMA des départements concernés,
- Le Parc Naturel Régional de Région Lorraine,
- Tous autres organismes ou associations susceptibles d'être concernés par les travaux envisagés.

##### 3.2. Programmation annuelle

Le programme annuel prévoit toutes les opérations que le maître d'ouvrage envisage de réaliser pendant l'année N+1, sur la base des résultats des levés bathymétriques, des résultats d'analyses des sédiments et des observations de terrain.

Des opérations supplémentaires, autres que les interventions d'urgence mentionnées à l'article 3.5 ne peuvent être ajoutées en cours d'année que de manière exceptionnelle et doivent être dûment justifiées.

Le programme annuel prévisionnel permet, concernant les opérations de dragage, de :

- 1 définir le volume prévisionnel de sédiments à draguer sur l'année N+1
- 2 présenter la localisation des zones à draguer et notamment la présence ou non de zones Natura 2000 susceptibles d'être affectées par les opérations envisagées,
- 3 présenter la qualité physico-chimique (sur la base des analyses) des sédiments à draguer permettant de caractériser les sédiments et la destination envisagée,
- 4 définir la période d'exécution.

Le programme annuel prévisionnel permet, concernant les opérations d'entretien, de :

- 1 présenter la localisation des parties de voies d'eau qui feront l'objet de travaux sur l'année N+1 et notamment la présence ou non de zones Natura 2000 susceptibles d'être affectées par les opérations envisagées,
- 2 présenter les techniques qui seront mises en œuvre,
- 3 définir la période d'exécution.

Les périodes d'exécution des opérations de dragage ou des opérations d'entretien proposées par le maître d'ouvrage sont validées au cours de la réunion annuelle de programmation.

##### 3.3. Bilan annuel

Lors de la réunion annuelle, le maître d'ouvrage présente un bilan des opérations menées au cours de l'année N.

Le bilan annuel contient les éléments suivants :

- une présentation des volumes dragués avec leur localisation,
- une présentation des résultats d'analyses effectuées,
- une présentation des filières de gestion des sédiments utilisées,
- une présentation des interventions d'entretien menées avec leur localisation,
- une présentation des mesures de précaution et mesures réductrices particulières mises en œuvre dans le cadre d'interventions spécifiques,
- un bilan des accidents, ou incidents, et les mesures correctrices mises en œuvre.

##### 3.4. Validation des opérations

Pour chaque opération de dragage ou d'entretien et au moins trois mois avant la phase travaux, le maître d'ouvrage transmet la fiche d'action des opérations de dragage ou la fiche d'action des opérations d'entretien pour validation, au service Police de l'eau du département concerné.

En présence de zones Natura 2000 susceptibles d'être affectées par les opérations envisagées, une fiche d'incidence NATURA 2000 est

annexée à la fiche d'actions correspondante. La fiche est détaillée et précise clairement les impacts environnementaux et les mesures d'évitement, de réduction et de compensation.

Cette fiche d'action est instruite par le service Police de l'eau en collaboration avec le service Police de la nature qui vérifie le respect des conditions de programmation et d'exécution, telles que décrites dans le dossier de demande d'autorisation déposé par le maître d'œuvre, et du respect des prescriptions de la présente autorisation.

Le service chargé de la police de l'eau se réserve le droit, sur avis motivé, de refuser la réalisation des travaux, notamment si ceux-ci se font durant les périodes de reproduction des oiseaux (mois d'août).

### 3.5. Opérations d'urgence

Les travaux d'urgence sont effectués selon les conditions l'article R214-44 du Code de l'Environnement.

### 3.6. Conditions de diffusion des documents

Les données présentées lors de la réunion annuelle (programmation et bilan) et les fiches d'action sont considérées comme publiques et accessibles en tant que telles. Le maître d'ouvrage publie ces documents sur le site internet de son choix, dont l'adresse est indiquée sur chaque document.

### 3.7. Exécution et contrôle

Le plan de gestion des travaux d'entretien régulier tel qu'il figure au dossier de demande d'autorisation et les opérations qui en découlent peuvent faire l'objet d'un contrôle par le service en charge de la police de l'eau au titre de la loi sur l'eau.

Le service Police de l'eau de Moselle ou de Meurthe-et-Moselle, suivant la localisation des interventions, rapporte auprès de la mission inter-services de l'eau le bilan annuel commenté fourni par le maître d'ouvrage.

Cinq ans après le début de l'autorisation, le maître d'ouvrage fournit un bilan du plan de gestion et, le cas échéant, une actualisation du plan de gestion relative à la prise en compte des progrès technologiques constatés et de l'évolution de la réglementation.

## Article 4 - Prescriptions spécifiques

### 4.1. Caractérisation des matériaux de dragage

Pour chaque opération de dragage le maître d'ouvrage procède à des prélèvements et analyses des sédiments à draguer. À partir de ces éléments, le maître d'ouvrage réalise une étude de caractérisation des sédiments. Les résultats obtenus sont ensuite interprétés afin d'établir un état des lieux de la qualité des sédiments avant dragage. Ces résultats et le rapport d'analyse sont transmis au service chargé de la police de l'eau dans les plus brefs délais.

Les échantillons de sédiments doivent être représentatifs du contexte local au moment des travaux. Leur nombre et les modalités d'obtention doivent être cohérents avec la surface concernée, la nature granulométrique et physico-chimique du sédiment.

Les paramètres physico-chimiques analysés sont ceux décrits dans l'article 5 de l'arrêté du 30 mai 2008.

### 4.2. Aire de stockage des sédiments

Le maître d'ouvrage recueille l'accord des propriétaires des terrains sur lesquels il compte installer les dépôts de sédiments dragués.

En cas de dépôts de sédiments sur des terrains agricoles, la Chambre d'Agriculture du département concerné doit être consultée et un protocole permettant de gérer les conditions de mise en dépôt doit être signé entre les deux parties.

En cas d'épandage sur des terrains agricoles, la Chambre d'Agriculture doit disposer des résultats d'analyse des sédiments, notamment traces métalliques, hydrocarbures, HAP, PCB et écotoxicité ; le plan d'épandage doit être validé par le service chargé de la police de l'eau et la Chambre d'Agriculture.

Les dépôts de sédiments sur les zones humides ou en lit majeur de cours d'eau sont proscrits. En cas de doute sur la caractérisation d'une zone humide, une analyse de la zone concernée est faite par le maître d'ouvrage.

### 4.3. Bief utilisé pour la défense incendie

Le maître d'ouvrage listera les biefs habituellement utilisés pour la défense incendie sur l'ensemble de l'Unité Hydrographie Cohérente telle que définie à l'article 1.

La fiche d'action des opérations de dragage est complétée en intégrant au chapitre 2 « Contraintes environnementales » – tableau EAU une ligne « Bief utilisé pour la défense incendie ».

Trois mois avant le début de chaque opération de dragage, le maître d'ouvrage en informe le service départemental d'incendie et de secours du département concerné et les installations classées pour la protection de l'environnement bordant la voie d'eau.

### 4.4. Protection des captages d'Alimentation en Eau Potable -AEP-

Les opérations de dragage d'entretien dans le périmètre de protection immédiat d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine sont interdites conformément à l'article R. 1321-13 du code de la santé publique.

Le maître d'ouvrage se doit de respecter les prescriptions relatives aux périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine.

Le maître d'ouvrage informe, au moins trois mois avant le début des travaux, les exploitants de captages lorsque des opérations de dragage se situent dans le périmètre de protection d'un captage.

Aucune zone de stockage des sédiments ne se situera à l'intérieur d'un périmètre de protection de captage, qu'il soit couvert ou non réglementairement, par une Déclaration d'Utilité Publique.

L'entretien et le ravitaillement du matériel de chantier devront être réalisés hors des périmètres de protection rapprochée de captage et, en cas d'impossibilité technique, sur rétention adaptée.

En cas de forte vulnérabilité du captage ou en cas de contamination avérée des sédiments localisés à proximité de la zone de captage, le renforcement du contrôle sanitaire des eaux brutes captées pour un usage alimentaire est à la charge du bénéficiaire de la présente autorisation.

En cas de pollution engendrée par les travaux de dragage en amont d'un captage d'AEP, les analyses rendues nécessaires à celles pratiquées pour la production d'eau potable sont à la charge du bénéficiaire de la présente autorisation.

### 4.5. Protection des frayères

Si des frayères sont détruites, celles-ci seront reconstituées. Un inventaire des frayères est doit être réalisé préalablement sur chaque zone de travaux et transmis au service police de l'eau.

Les travaux interviennent hors de la période de reproduction des espèces piscicoles pouvant se reproduire dans le canal.

### 4.6. Pêche de sauvegarde

En cas d'opération de dragage à sec ou toutes autres opérations influant sur le niveau de l'eau dans l'unité hydrographique cohérente, le maître d'ouvrage fait réaliser à ses frais les pêches électriques de sauvegarde par une structure disposant d'un arrêté préfectoral d'autorisation.

## Titre III - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 5 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

### Article 6 - Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

### Article 7 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente

autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### **Article 8 - Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

En cas d'incident pouvant impacter la qualité sanitaire des eaux distribuées, le maître d'ouvrage s'engage à informer le gestionnaire de la ressource en eau potable, la délégation territoriale de l'agence régionale de santé et le service chargé de la police de l'eau de chaque DDT territorialement concernée.

#### **Article 9 - Conditions de renouvellement de l'autorisation**

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R 214-20 du code de l'environnement.

#### **Article 10 - Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Article 11 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 12 - Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (en particulier l'extraction des sédiments, leur stockage et leur traitement), d'incidence Natura 2000 ou de destruction d'espèces protégées.

#### **Article 13 - Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la Meuse, et aux frais du demandeur, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE – DI Nord-Est, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans chacun des départements de Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie des communes :

**Dans le département de Meurthe-et-Moselle :** ART-SUR-MEURTHE, BARBONVILLE, BAUZEMONT, BLAINVILLE-SUR-L'EAU, BOUXIERES-AUX-DAMES, BURES, CHAMPIGNEULLES, CREVIC, CUSTINES, DAMELEVIERES, DOMBASLE-SUR-MEURTHE, EINVILLE-AU-JARD, FLEVILLE-DEVANT-NANCY, FROUARD, HENAMENIL, JARVILLE-LA-MALGRANGE, LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, LAY-SAINT-CHRISTOPHE, LUDRES, MAIXE, MALZEVILLE, MAXEVILLE, MEREVILLE, MESSEIN, MONT-SUR-MEURTHE, MOUACOURT, NANCY, PARROY, POMPEY, REHAINVILLER, RICHARMENIL, ROSIERES-AUX-SALINES, SAINT-MAX, SAINT-NICOLAS-DE-PORT, SOMMERVILLER, TOMBLAINE, VARANGEVILLE, VIGNEULLES, XURES.

**Dans le département de Moselle :** AVRICOURT, BOURDONNAY, LAGARDE, MAIZIERES-LES-VIC, MOUSSEY, RECHICOURT-LE-CHATEAU.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information en préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs et mis à disposition du public sur le site internet des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

#### **Article 14 - Voies et délais de recours**

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

#### **Article 15 - Exécution – Diffusion**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Moselle, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice de la Direction interrégionale Nord-Est de Voies navigables de France, les Directeurs Départementaux des Territoires de Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les Chefs des Services Départementaux de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Moselle et de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, et dont copie conforme sera adressée à :

- La Directrice de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ainsi que ses délégations départementales ;
- Le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours de Moselle ;
- Le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;
- Les Maires de Meurthe-et-Moselle dont la liste est établie à l'article 13 ;
- Les Maires de Moselle dont la liste est établie à l'article 13 ;
- Le Directeur du Parc Naturel Régional de Lorraine ;
- Les présidents des Fédérations Départementales de Moselle et de Meurthe-et-Moselle de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique.

Metz, le 4 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Olivier du CRAY

Nancy, le 4 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté n° du 14 octobre 2013 relatif à la mise en place d'un programme d'actions sur la zone de protection des sources de Moulin (0230-2X-0097, 0230-2X-0184, 0230-2X-0185, 0230-2X-0186, 0230-2X-0187) du Syndicat des Eaux Seille et Moselle**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L211-3,  
VU le code rural et notamment ses articles R114-1 à R114-10,  
VU le code de la santé publique, et notamment son article R.1321-7,  
VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 27,  
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de Meurthe-et-Moselle,  
VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du captage de Moulin en date du 31/10/2006,  
VU l'arrêté du 11 janvier 2007 du ministère de la santé et de la solidarité, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,  
VU l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) des bassins Rhin et Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants,  
VU la circulaire du 30 mai 2008 relative à l'application du décret n° 2007- 882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural codifié sous les articles R. 114-1 à R. 114-10,  
VU le courrier DEB – DGPAAT – DGS aux préfets du 26 mai 2009, relatif aux « captages Grenelle »,  
VU les courriers DE/DGS du 18 octobre 2007 et du 28 février 2008 aux préfets de département, relatifs à l'identification et la protection des captages prioritaires,  
VU l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2013 délimitant la zone de protection des sources de Moulin,  
VU la consultation du public réalisée du 1er août au 27 août 2013, conformément à la loi du n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement,  
VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle en date du 29 juillet 2013,  
VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique de Meurthe-et-Moselle du 12 septembre 2013,  
CONSIDÉRANT que la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, transposée par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, a pour objectif l'atteinte du bon état chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines, pour 2015,  
CONSIDÉRANT que les sources de Moulin du syndicat des Eaux Seille-et-Moselle situées sur la commune de Bouxières-aux-Chênes figurent dans la liste nationale, issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, des 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses,  
CONSIDÉRANT que l'eau du captage précité est nécessaire à l'alimentation en eau potable de 8500 habitants sur 21 communes et sécurise en plus l'alimentation en eau potable de 3000 habitants,  
CONSIDÉRANT que les concentrations en nitrates dépassent ponctuellement 50 mg/l et que l'eau de la source présente une contamination par les produits phytosanitaires (atrazine et atrazine déséthyl),  
CONSIDÉRANT la proposition du comité de pilotage (COPIL) préconisant la mise en place d'un programme d'actions visant à modifier les pratiques agricoles actuelles sur la zone de protection du captage en vue de reconquérir le bon état de la ressource,  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

#### Article 1er - Élaboration d'un programme d'actions

Sur la zone de protection définie par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2013, un programme d'actions a été établi conformément aux dispositions de l'article R.114-6 du code rural, par le comité de pilotage local chargé de coordonner la mise en place des mesures nécessaires à la protection de la ressource captée sur la commune de Bouxières-aux-Chênes.

#### Article 2 - Portée du programme d'actions

Le programme d'actions a pour but de poursuivre et de renforcer les actions agricoles déjà en place sur l'aire d'alimentation des sources de Moulin, afin que la qualité de l'eau soit conforme aux normes de potabilité toute l'année.

Les objectifs de qualité fixés par le programme d'actions sont :

- viser la concentration moyenne en nitrates des eaux brutes du captage entre 30 et 35 mg/l afin que les pics saisonniers ne dépassent pas le seuil de potabilité,
- maintenir la concentration en produits phytosanitaires inférieure à 0,1 µg/l par molécule et 0,5 µg/l pour la somme des molécules.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des prescriptions fixées par les autres réglementations applicables sur le territoire des communes concernées par le plan d'actions (notamment l'arrêté de Déclaration d'Utilité Public de la source établi le 31/10/2006 et la réglementation concernant la directive nitrate).

Les dispositions du présent programme d'actions s'appliquent à toutes parcelles, situées dans la zone de protection de la source de Moulins.

#### Article 3 - Mesures agricoles

Cette partie regroupe les actions à promouvoir volontairement par les propriétaires des parcelles et les exploitants agricoles.

Chaque mesure fera l'objet d'une fiche détaillée, en annexe 2, indiquant les objectifs à atteindre, les délais, les moyens mis en place, les effets escomptés sur la qualité de l'eau, l'impact sur les exploitations, les indicateurs de suivi de la mesure, le coût estimatif et les financements possibles.

##### 3.1 mesure 1 : Couverture des sols en période de drainage

La couverture végétale des sols est un moyen particulièrement efficace pour maîtriser les pollutions diffuses dans le sol pendant la période de transfert vers les eaux.

L'objectif de 100% de sols couverts en période hivernale devra être respecté, sur l'ensemble de la zone de protection de la source. L'implantation de cultures de printemps sera précédée par celle d'une culture intermédiaire piège à nitrates (CIPAN).

##### 3.2 mesure 2 : Destruction mécanique des CIPAN

Afin de limiter les apports en produits phytosanitaires sur l'ensemble de la zone de protection de la source, La destruction chimique des CIPAN est à proscrire.

##### 3.3 mesure 3 : Tenue d'un cahier d'enregistrement des pratiques

Afin de pouvoir réaliser un bilan annuel des pratiques agricoles sur la zone de protection de la source, l'ensemble des agriculteurs devra transmettre au Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle, avant le 1er décembre de chaque année, leurs cahiers d'enregistrement des pratiques sur les parcelles incluses dans cette zone.

Chaque année au mois de novembre, le Syndicat s'engage à envoyer à chaque exploitant concerné, un courrier de rappel. Le Syndicat s'engage à faire un retour sur l'analyse de ces cahiers d'enregistrement aux agriculteurs.

##### 3.4 mesure 4 : Stockage de la matière organique hors de la zone de protection

Le stockage de matière organique en bout de champ engendre un risque de fuite des nitrates vers les eaux souterraines (par percolation ou lixiviation).

Le stockage de matière organique sur les parcelles se trouvant dans la zone de protection est donc à proscrire.

##### 3.5 Mesure 5 : Accompagnement des exploitants agricoles sur la fertilisation azotée et la gestion des assolements

- Mesure 5a : par un conseil individuel, dans le but d'ajuster le plus précisément possible les apports d'engrais par rapport aux besoins de la plante. L'ajustement, à la parcelle, sera réalisé chaque année et pour chaque parcelle de la zone prioritaire ;

- Mesures 5b : par des actions d'animation terrain, dans le but d'accompagner l'ensemble des agriculteurs dans l'amélioration de leurs pratiques et la gestion de leur assolement.

Chaque année, la Chambre Départementale d'Agriculture désignée comme pilote de cette action réalisera, en partenariat avec le Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle, un bilan de la mission de conseil et le présentera à l'ensemble du COPIL.

### 3.6 Mesure 6 : Accompagnement des exploitants agricoles sur la gestion des produits phytosanitaires

L'eau de la source de Moulin présente également une contamination par les produits phytosanitaires, Il convient d'accompagner les agriculteurs pour une meilleure gestion de ces produits.

- Mesure 6a : par une action de conseil : limitation des doses de produits phytosanitaires et préconisation de méthodes alternatives pour limiter leurs usages ;
- Mesure 6b : par des animations de terrain : accompagnement collectif des agriculteurs dans l'amélioration de leurs pratiques, présentation de techniques alternatives, ....

Chaque année, la Chambre Départementale d'Agriculture désignée comme pilote de cette action réalisera, en partenariat avec le Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle, un bilan de la mission de conseil et le présentera à l'ensemble du COPIL.

### 3.7 Mesure 7 : Maintien et/ou remise en herbe des parcelles situées sur la zone la plus contributive (voir carte en annexe 3)

Le diagnostic des pressions, réalisé sur l'aire d'alimentation du captage, a permis de mettre en évidence que les objectifs de qualité du plan d'actions, ne pourraient pas être atteints sans la remise en herbe de 50 ha du parcellaire situé sur la zone de protection.

Une délimitation de la zone la plus contributive a donc été réalisée (voir annexe 3) afin de connaître où la remise en herbe serait la plus judicieuse.

Cette mesure se décline selon 5 axes :

- Mesure 7a : maintien des prairies existantes : actuellement, 20,44 ha sont déjà en herbe sur la zone la plus contributive. Ces parcelles ont été remises en herbe dans le cadre de Mesures Agro-Environnementales, ces mesures doivent prendre fin en 2015 ;
- Mesure 7b : remise en herbe de 30 ha dans la zone la plus contributive ;
- Mesure 7c : accompagnement des exploitants agricoles sur la gestion des prairies afin de garantir leur pérennité ;
- Mesure 7d : établissement d'un cahier des charges pour l'entretien des prairies : définition de règles d'entretien compatibles avec la protection de la ressource en eau ;
- Mesure 7e : outil foncier : le syndicat Seille-et-Moselle pourra faire appel à la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural de Lorraine (SAFER), pour réaliser une étude foncière sur la zone de protection. L'outil foncier pourra être mis en œuvre par cette structure à la sollicitation de la collectivité ou de propriétaires, ou d'exploitants de la zone de protection. Les éventuelles opérations foncières se feront en fonction des opportunités et des volontés locales afin d'implanter durablement dans la zone de protection des cultures et des pratiques agricoles en adéquation avec la préservation de la ressource.

La collectivité pourra établir une convention de concours technique avec la SAFER afin de mettre en place tout ou partie des éléments suivants : veille foncière, étude foncière, stockage de foncier à l'extérieur de la zone de protection, échange de foncier entre l'intérieur et l'extérieur de la zone de protection, acquisition et rétrocession de foncier à l'intérieur de la zone de protection au bénéfice de la collectivité, des propriétaires et des exploitants. Les acquisitions éventuellement réalisées par la SAFER, se feront par voie amiable ou par préemption.

La mesure 7 aura un impact économique important sur les exploitations concernées (voir étude CDA 54 en annexe 4), sa réussite sera donc conditionnée :

- aux leviers pouvant être mis en œuvre pour compenser les pertes économiques (échange foncier, poursuite MAE, engagement nouvelles MAE...),
- à la mobilisation des différents acteurs du territoire (notamment instances agricoles) pour réaliser une veille foncière et faciliter les échanges parcellaires.

### Article 4 - Mesures forestières

Cette partie regroupe les actions à promouvoir volontairement par les propriétaires et/ou exploitants des parcelles forestières.

Chaque mesure fera l'objet d'une fiche détaillée, en annexe 2.

#### 4.1 Mesure 8 : Maintien des surfaces boisées sur la zone de protection

La zone de protection de la source de Moulin est constituée à 50% de forêt (voir zone de protection en annexe 1). Ces surfaces boisées constituent de véritables écrans de protection pour la ressource en eau du captage de Moulin, il est impératif de les conserver.

Cette mesure se décline en 3 axes :

- Mesure 8a : maintien des surfaces boisées existantes sur la zone de protection ;
- Mesure 8b : rédaction d'un cahier des charges pour la gestion des forêts : définition des règles d'entretien et de gestion compatibles avec la protection de la ressource en eau ;
- Mesure 8c : information de l'ensemble des exploitants et propriétaires concernés par cette mesure.

#### 4.2 Mesure 9 : Reboisement de la zone de protection

L'étude diagnostic a mis en évidence la disparition de surfaces boisées sur la zone de protection (depuis 2004). Pour la protection de la ressource, il est important de reboiser certains secteurs, notamment sur le périmètre de protection rapprochée où le déboisement est interdit depuis 2006.

Cette mesure se déroulera en 3 étapes :

- Mesure 9a : détermination des surfaces ayant subi un déboisement ;
- Mesure 9b : localisation des secteurs les plus opportuns à reboiser ;
- Mesure 9c : reboisement des endroits choisis.

### Article 5 - Suivi de la qualité de l'eau

Afin de suivre l'évolution de la qualité de l'eau des sources de Moulin, des analyses d'eau brute seront réalisées par l'Agence Régionale de Santé (dans le cadre du contrôle sanitaire) et par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse (dans le cadre des réseaux de surveillances opérationnels de la Directive Cadre sur l'eau), la fréquence d'analyse sera la même que celle pratiquée actuellement :

- 12 analyses de la teneur en nitrate sur les 2 captages et sur la désinfection des sources de Moulin et 10 analyses sur les produits phytosanitaires sur la désinfection des sources de Moulin pour l'ARS ;
- Une analyse sur les teneurs en nitrates et sur les produits phytosanitaires tous les 2 mois pour l'AERM.

Une coordination entre les 2 services sera nécessaire afin de répartir au mieux les périodes d'analyses.

L'ensemble des résultats d'analyse fera l'objet d'une information régulière aux agriculteurs de la part du Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle.

### Article 6 - Mise en œuvre du programme d'actions

Le Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle, assure la mise en œuvre du programme d'actions par le biais d'un animateur recruté dans le cadre d'une Mission Eau. Il est de la seule responsabilité du Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle de fournir aux exploitants les informations nécessaires à la mise en place des mesures du programme d'actions.

### Article 7 - Comité de pilotage (COPIL)

Le comité de pilotage est chargé du suivi du programme d'actions : actions volontaires, contractuelles ou réglementaires mises en place sur la zone de protection et leurs effets sur la ressource en eau.

La composition du comité de pilotage, présidé par le Président du Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle, est définie de la façon suivante :

- un représentant du conseil municipal des communes de Bouxières-aux-Chênes, Montenois et Leyr,
- un représentant de la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
- un représentant de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,
- un représentant de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- un représentant de l'Agence Régionale de Santé,
- un représentant du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- un représentant de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- un représentant de la SAFER,

- les agriculteurs concernés par l'aire d'alimentation du captage ou leurs représentants,
- les propriétaires et exploitants forestiers ou leurs représentants,
- un représentant de l'Institut National de la Recherche Agronomique,
- les coopératives agricoles et les négoce impliqués,
- une association de protection de l'environnement active sur le secteur concerné,
- un représentant des usagers de l'eau du Syndicat.

Le Président du COPIL reste souverain pour inviter toute personne, qu'il jugera utile, aux réunions du Comité de Pilotage.

#### **Article 8 - Suivi du programme d'action**

Tous les ans, une évaluation de la mise en œuvre du programme d'actions sera réalisée par le Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle, avec l'appui de l'animateur de la Mission Eau. Cette évaluation portera essentiellement sur le suivi des indicateurs de réalisation des actions définis dans les fiches actions présentées en annexe 2.

L'évaluation sera présentée pour validation en comité de pilotage et communiquée à l'ensemble des exploitants agricoles impactés par la zone de protection.

#### **Article 9 - Diffusion et exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Syndicat des Eaux Seille-et-Moselle et aux communes de Bouxières-aux-Chênes, Montenois et Leyr et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle dont copie sera adressée au :

- Directeur régional de l'Agence Régionale de Santé, délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- Directeur de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,
- Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de la SAFER de Lorraine,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Les annexes sont disponibles au bureau des procédures environnementales de la préfecture.*

## **DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

### *Bureau des procédures environnementales / Service police de l'eau*

#### **Arrêté du 7 octobre 2013 portant dérogation à l'arrêté du 22 juillet 2009 définissant le quatrième programme d'actions à mettre en œuvre en Meurthe-et-Moselle en vue de la réduction de la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la directive n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive « nitrates »,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R 211-75 à 84,

VU le décret n° 2013-786 du 28 août 2013 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté interministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles,

VU l'arrêté interministériel du 1er août 2005 établissant les prescriptions minimales à mettre en œuvre en zone vulnérable et modifiant l'arrêté du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté interministériel du 20 décembre 2011 portant composition, organisation et fonctionnement du « groupe régional d'expertise nitrates » pour le programme d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 23 juillet 2007 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin - Meuse,

VU l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté SGAR n°2013-100 du préfet de la région lorraine du 30 avril 2013 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région lorraine,

VU l'article R 211-81.5 du code de l'environnement permettant au Préfet de département de déroger au programme d'action en cas de situations exceptionnelles,

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 12 septembre 2013, CONSIDERANT le fait que la date de fin de validité du 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable a été fixée à la date d'entrée en vigueur du programme d'actions régional et au plus tard le 31 août 2014,

CONSIDERANT le fait que les dispositions prévues par le « I » de l'annexe « I – Périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés » de l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national sont entrées en vigueur le 1er septembre 2012,

CONSIDERANT le courrier de demande de dérogation aux 4èmes programmes d'actions nitrates de la profession agricole en date du 18 juillet 2013,

CONSIDERANT les conditions exceptionnellement froides et pluvieuses du printemps 2013 ayant provoquées un retard de végétation pour les cultures,

CONSIDERANT que ce retard n'a pu être rattrapé et qu'il a entraîné un retard de récolte de près de trois semaines pour certaines cultures,

CONSIDERANT le fait que l'arrêté départemental 4ème programme d'action, en ce qui concerne les interdictions d'épandage pour le type I (fumier) avant cultures de printemps, avec ou sans CIPAN, est plus contraignant que l'arrêté national ; que de ce fait jusqu'au 31 août 2014 l'épandage d'effluents de type I avant cultures de printemps est impossible du 1er juillet au 15 janvier, ce qui est difficilement applicable compte tenu de la situation exceptionnelle de l'année 2013,

CONSIDERANT que l'étude « Réduire les fuites des nitrates au moyen de cultures intermédiaires » (INRA, juin 2012) conclut que « les repousses de colza et de blé sont efficaces pour réduire la concentration en nitrate de l'eau de drainage, à condition que le couvert soit dense et homogène spatialement »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## ARRETE

**Article 1er** – Par dérogation à la disposition concernant la période « 1er juillet – 31 octobre » d'interdiction d'épandage des fertilisants de type « I » concernant les « grandes cultures de printemps avec CIPAN », précisée dans le tableau du 4° de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, l'épandage de fumiers de type « I » est autorisé du 1er septembre jusqu'à 20 jours (vingt) avant la destruction de la CIPAN qui ne doit pas intervenir avant le 1er novembre (cf. article 4 « mesure 7° - d » de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009), le total des apports sur la CIPAN étant limité à 70 kg d'azote efficace (cf. « I » de l'annexe de l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011).

**Article 2** – La liste des couvertures de sols qui figure au « d » de la mesure 7 - L'obligation d'une gestion adaptée des terres » de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est complétée par la reconnaissance comme couverture des sols, pendant la période de risque de lixiviation, des repousses spontanées de céréales dès lors qu'une couverture homogène de 80% est atteinte sur la parcelle. Les repousses ne doivent pas être détruites avant le 1er novembre. La destruction mécanique doit être privilégiée ; la destruction chimique devra être limitée aux situations qui la justifient (travail simplifié du sol, maîtrise des adventices).

**Article 3** - Par dérogation au point « d » de la mesure 7° - Obligation d'une gestion adaptée des terres" de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, l'implantation d'une CIPAN n'est pas obligatoire mais conseillée pour les cultures dont la récolte est postérieure au 1er septembre. Cette dérogation ne concerne pas les cultures de maïs grain, de tournesol et de sorgho grain suivies d'une culture de printemps pour lesquelles la couverture des sols doit être assurée par un broyage fin des cannes suivi d'un enfouissement superficiel.

**Article 4** - Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole continuent de s'appliquer jusqu'au 31 août 2014, sans préjudice des autres textes réglementaires existants, notamment l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011.

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents visés à l'article L.216-3 du code de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, et transmis pour affichage à toutes les communes incluses en zone vulnérable.

**Article 6** - Une copie de l'arrêté sera adressée à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, au directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et au président de la chambre départementale d'agriculture.

Nancy, le 7 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

## Bureau de l'interministérialité

## Convention d'utilisation n° 54-2011-85 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense

Le 2 octobre 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2011-85 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe-et-Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, ci-après dénommé le propriétaire,

et

LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE, représenté par Monsieur le colonel Thierry RAYMOND, Commandant la Base de Défense de NANCY, dont les bureaux sont situés Caserne Verneau, 80 rue du Sergent Blandan, CS 53864, 54029 NANCY CEDEX, ci-après dénommé l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur, pour les besoins du ministère de la défense, l'ensemble immobilier dénommé Quartier Général FABVIER avenue du Maréchal Joffre à ECROUVES. Cette emprise est un site complexe composé de 3 bâtiments majoritairement de bureaux (0001/294698, 0011/294697 et 0044/294381), actuellement non soumis à loyers budgétaires, et d'autres bâtiments à vocation opérationnelle, le tout étant mis à disposition de l'utilisateur pour l'exercice des missions de défense.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

## DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

## DIVISION EXPLOITATION DE METZ

**Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-084 en date du 7 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparation des dégâts d'hiver sur l'autoroute A31, entre les PR 249+000 et 250+750, sens BEAUNE-LUXEMBOURG**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 03/10/2013 présenté par le district de Metz ;

VU l'avis de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 02/10/2013 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 07/10/2013 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 03/10/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

**Article 1er** - Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2** - Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 249+000 au PR 250+750	
SENS	Beaune-Luxembourg (sens 1)	
SECTION	Section courante 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Travaux de réparation suite aux dégâts d'hiver	
PERIODE GLOBALE	Du 07 octobre 2013 au 17 octobre 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure de l'A31 et déviation par l'A33 ; Neutralisation de la voie de gauche de l'A31 dans le sens 2 ; Neutralisation de la voie de gauche de l'A33 dans le sens 1 ; Basculement de la circulation du sens 2 de l'A33 sur le sens 2 de l'A31 ; Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n° 18 de l'A31 dans le sens 1 ; Fermeture de la bretelle d'accès à l'A31 de l'échangeur n° 19 dans le sens 1 ;	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

**Article 3** - Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
Réparation des dégâts d'hiver sens 1 (PR 249+000 à PR 250+750) - <i>Phase nuit</i>				
1	Les nuits des 7/8, 8/9, 9/10, 10/11, 14/15, 15/16 et 16/17 octobre 2013 de 20h30 à 6h00 (7 nuits)  <b>Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques</b>	<u>A31 sens Beaune-Luxembourg</u> : AK5 au PR 246+200	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coupure du sens Beaune-Luxembourg au droit du nœud A31/A33 avec sortie obligatoire vers A33.</li> <li>Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n° 18.</li> </ul>	<u>A31 sens Beaune-Luxembourg</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>Limitation de la vitesse à 90 puis 70 km/h par paliers dégressifs.</li> <li>Interdiction de dépasser pour tous véhicules.</li> </ul> <u>Déviation</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>Les usagers de l'A31 en provenance de Toul et en direction de Metz ou de Nancy/Laxou emprunteront l'A33 en direction de Lunéville jusqu'à l'échangeur n° 2b de Nancy-Brabois où ils feront demi-tour pour reprendre l'A33 en direction de Metz et soit poursuivre leur route sur l'A31, soit emprunter la bretelle de sortie en direction de Nancy/Laxou.</li> </ul>

		<p><u>A33/A31 sens Lunéville-Metz :</u> AK5 au PR 2+200 de l'A33</p> <p><u>A31/A33 sens Metz-Lunéville :</u> AK5 au PR 252+600 de l'A31</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fermeture de la bretelle d'accès à l'A31 de l'échangeur n° 19 en direction de Metz.</li> <li>Basculement total de circulation de type 1+1 et 0 puis 2+1 et 0 du sens 2 de l'A33 sur le sens 1 de l'A33 puis sur le sens 2 de l'A31, entre les ITPC du PR 0+800 de l'A33 et 251+350 de l'A31.</li> <li>Neutralisation de la voie de gauche (basculement de circulation du sens 2 de l'A33 sur le sens 1 de l'A33 puis sur le sens 2 de l'A31).</li> </ul>	<p><u>Déviations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les usagers des avenues de Boufflers/Libération à Nancy ou des avenues de la résistance/ des 4 vents à Laxou souhaitant emprunter l'A31 en direction de Metz au niveau de l'échangeur n° 19 seront redirigés sur l'A33 en direction de Lunéville jusqu'à l'échangeur n° 2b de Nancy-Brabois où ils feront demi-tour pour reprendre l'A33 puis l'A31 en direction de Metz.</li> </ul> <p><u>A33/A31 sens Lunéville-Metz :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Limitation de la vitesse à 90 puis 70 km/h par paliers dégressifs.</li> <li>Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement.</li> <li>Limitation de vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens).</li> <li>Interdiction de dépasser pour tous véhicules.</li> </ul> <p><u>A31/A33 sens Metz-Lunéville :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Limitation de la vitesse à 70 km/h.</li> </ul>
Réparation des dégâts d'hiver sens 1 (PR 249+000 à PR 250+750) - <b>Phase jour</b>				
2	<p>Les 8, 9, 10, 15 et 16 octobre 2013 de 6h00 à 20h30 et du 11 octobre 2013 à 6h00 au 14 octobre 2013 à 20h30</p> <p><b>Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques</b></p>	<p><u>A31 sens Beaune-Luxembourg :</u> du PR 249+000 au PR 251+000</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Circulation sur chaussée rabotée, grave-bitume ou enrobés sans marquage.</li> </ul>	<p><u>A31 sens Beaune-Luxembourg :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Limitation de la vitesse à 70 km/h.</li> <li>Interdiction de dépasser pour tous les véhicules de marchandises de plus de 3,5T de PTAC ou PTRA.</li> </ul>

**Article 4** - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5** - Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Laxou et Maxéville ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6** - La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7** - Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8** - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Laxou et Maxéville.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société COLAS,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 7 octobre 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,  
Stéphane HEBENSTREIT

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

### DIRECTION DE LA STRATEGIE

#### **Arrêté n° 2013-0881 du 13 septembre 2013 modifiant la composition de la Commission Régionale de Conciliation et d'Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L. 1142-5, L. 1142-6, R. 1142-5, R. 1142-6 et R 1142-7,

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé

VU le décret 2012-298 du 2 mars 2012 modifiant le dispositif de règlement amiable des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales,

VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine,

VU les arrêtés des 26 octobre 2007, 24 juin 2011, 5 juillet 2011, 28 février 2012 de Monsieur le Ministre de la Santé portant agrément ou renouvellement d'agrément national des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique

VU l'arrêté n°2013-0013 du 8 janvier 2013, modifiant la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine,

VU la lettre de démission de M. André HUMBERT en date du 28 décembre 2012

VU la lettre de désignation de la Ligue Contre le Cancer, en date 4 septembre 2013

#### **ARRETE**

**Article 1er** - La composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine est modifiée comme suit :

##### **I. Au titre des représentants des usagers (6 titulaires, 6 suppléants) :**

- M. Roger CHARLIER, titulaire, association FNAIR,
- Monsieur Pierre CUEVAS, suppléant, association FNAIR,
- M. Jean-Marie SPRUNCK, titulaire, association URAF,
- M. Michel FOLLEY, suppléant, association UDAF 54,
- Mme Josette BURY, titulaire, association AFTC,
- M. Bernard DUWA, suppléant, association AFTC,
- M. William LAUREAU, titulaire, association Le Lien,
- Mme Eve RIBET-SALEUR, suppléant, association Le Lien,
- Mme Marie-Claude VALDENNAIRE, titulaire, association La Ligue Contre le Cancer,
- Mme Graziella FUMAGALLI, suppléante, association La Ligue Contre le Cancer,
- M. Pierre VIDAL, titulaire, association Familles Rurales,
- Mme Christiane MARCHAL, suppléante, association Familles Rurales.

##### **II. Au titre des professionnels de santé :**

- 1) Deux représentants des professionnels de santé exerçant à titre libéral (et deux suppléants)
  - a. M. le Dr Alix FIORLETTA, appartenant à la Confédération des Syndicats Médicaux Français de Lorraine – médecin généraliste  
Suppléé par : en attente de désignation
  - b. M. Didier LEROND, appartenant au Syndicat Régional, des Orthophonistes de Lorraine  
Suppléé par Mme Christine THIBAUT, membre du Conseil d'Administration de Convergence Infirmière
- 2) Un praticien hospitalier (et deux suppléants)  
Mme le Dr Françoise LEROY, appartenant au Syndicat National des Praticiens Hospitaliers – anesthésistes-réanimateurs  
Suppléé par M. le Dr François LARUELLE, appartenant au Syndicat National des Psychiatres des Hôpitaux  
Suppléé par M. le Dr Jean-François POUSSEL, appartenant au Syndicat national des Praticiens Hospitaliers – anesthésistes-réanimateurs

##### **III. Au titre des responsables des institutions et établissements publics et privés de santé :**

- 1) Un responsable d'établissement public de santé (et un suppléant)  
M. Francis BRUNEAU, Directeur Adjoint au CHR de Metz-Thionville, appartenant à la Fédération Hospitalière de France, Union Hospitalière du Nord-Est  
Suppléé par Mme Vanina DUWOYE, Directrice Adjointe chargée de la direction de la qualité et des usagers au CHU de Nancy, appartenant à la Fédération Hospitalière de France, Union Hospitalière du Nord-Est
- 2) Deux responsables d'établissements de santé privés (et deux suppléants)
  - a. M. François MORICE, Directeur de l'Association Hospitalière Vallée de l'Orne, appartenant à la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à but non lucratif  
Suppléé par Mme Dominique BERGE, chargée de mission appartenant à la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à but non lucratif
  - b. Mlle Alexandra PAYA, Déléguée Régionale de la Fédération de l'Hospitalisation Privée du Nord-Est,  
Suppléée par M. Jacques DELFOSSE, Président – Directeur Général de la Clinique Saint-André à Vandoeuvre, appartenant à la Fédération de l'Hospitalisation privée du Nord-Est

##### **IV. Au titre de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales :**

- 1) Le Président de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou un membre du conseil d'administration de l'Office national désigné par le Président de ce conseil d'administration  
Suppléé par un représentant du Directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales
- 2) Le Directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou son représentant  
Suppléé par un membre du conseil d'administration de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales désigné par le Président de ce conseil d'administration

##### **V. Au titre des entreprises pratiquant l'assurance de responsabilité civile médicale prévue à l'article L. 1142-2 :**

- 1) M. Francis HOUPERT, Fédération Française des Sociétés d'Assurance, entreprise d'appartenance : ALLIANZ

Suppléé par M. Christian RODRIGUEZ, Fédération Française des Sociétés d'Assurance, entreprise d'appartenance : AXA

2) Mme Agnès AMOROS, entreprise d'appartenance : MACIF

Suppléé par Mme Jessica LATTES, entreprise d'appartenance : Le Sou Medical

**VI. Au titre des personnalités qualifiées dans le domaine de la réparation des préjudices corporels :**

1) Maître Jean-Loup HOCQUET, avocat honoraire

Suppléé par Maître Jean-Guy GAUCHER, avocat honoraire

2) M. le Professeur Louis SCHWARTZBROD, ancien Professeur de microbiologie à la Faculté de Pharmacie de Nancy

Suppléé par M. le Professeur Laurent MARTRILLE, Professeur des Universités – Praticien Hospitalier

3) M. le Professeur Gérard VAILLANT, ancien Chef de Service de Pneumologie au CHU de Nancy, ancien Professeur de la Faculté de Médecine de Nancy

Suppléé par M. le Docteur Jean-Marie FERRY, ancien Médecin-Conseil, ancien Chef de Service à la Direction Régionale du Service Médical du Nord-Est

4) M. Bruno PY, Professeur de Droit Privé et des Sciences Criminelles à la Faculté de Droit de Nancy

Suppléé par M. Jean-Baptiste THIERRY, Maître de conférences à l'Université Nancy 2

**Article 2** - Le mandat desdits membres court jusqu'au 31 mars 2015.

**Article 3** - L'arrêté n°2013-0013 du 8 janvier 2013 portant renouvellement de la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales de Lorraine est abrogé.

**Article 4** - Le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – 54000 Nancy) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou à l'égard des tiers à compter de sa publication.

**Article 5** - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales de la région Lorraine et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 13 septembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé de Lorraine,  
Claude d'HARCOURT

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

### UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Subdélégation de signature, en matière d'actions d'inspection de la législation du travail, du directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, chargé des politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, chargé des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail, notamment son article R. 8122-11,

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU l'arrêté interministériel en date du 30 mai 2011 nommant Monsieur Philippe SOLD, directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté n°29/2013 en date du 10 septembre 2013 de la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine déléguant sa signature en matière d'actions d'inspection de la législation du travail à Monsieur Philippe SOLD, directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, et son accord sur le principe et les modalités de cette subdélégation ;

#### D E C I D E

**Article 1er** - Délégation permanente est donnée à Monsieur Philippe SOLD, à l'effet de signer, au nom de la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions ci-dessous mentionnées et de le représenter au sein des commissions visées ci-dessous, pour lesquelles le directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, a reçu délégation de la Directrice régionale :

Dispositions légales	Décisions
<b>Code du travail, Partie 1</b>	
Article L 1143-3 Article D 1143-6	PLAN POUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle
Article D 1232-4	CONSEILLERS DU SALARIÉ Préparation de la liste des conseillers du salarié
Article D 1441-41	ÉLECTIONS PRUD'HOMALES Participation à la demande du maire aux commissions préélectorales
Article D 1441-78	ÉLECTIONS PRUD'HOMALES Avis au Préfet sur la liste des bureaux de vote

SECURISATION DE L'EMPLOI ET PROCEDURE DE LICENCIEMENT COLLECTIF POUR MOTIF ECONOMIQUE

<p>Article L 1233-46 Article L 1233-57-5</p> <p>Articles L 1233-57 et L 1233-57-6</p> <p>Article L 4614-12-1 Article L 1233-57-1</p> <p>Article L 1233-58-6 (code du travail) et Article L 626-10 (code du commerce)</p> <p>Article L 1233-56</p>	<p><b><u>Pour les entreprises de 50 salariés ou plus, lorsqu'un projet de licenciement concerne 10 salariés ou plus dans une même période de 30 jours</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accusé réception du projet de licenciement</li> <li>- Injonction à l'employeur de fournir les éléments d'information relatifs à la procédure en cours ou de se conformer à une règle de procédure prévue par les textes législatifs, les conventions collectives ou un accord collectif</li> <li>- Formulation de toute observation ou proposition à l'employeur concernant le déroulement de la procédure ou les mesures sociales</li> <li>- Décisions sur contestations relatives à l'expertise</li> <li>- Accusé réception du dossier complet de demande d'homologation du plan et/ou de validation de l'accord</li> <li>- En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et en cas de plan de sauvegarde de l'entreprise, la décision favorable ou de refus de validation de l'accord collectif ou d'homologation du plan</li> </ul> <p><b><u>Dans les entreprises non soumises à un plan de sauvegarde de l'emploi</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formulation d'observations sur les mesures sociales</li> </ul>
Articles L. 1237-14 et R. 1237-3	<p>RUPTURE CONVENTIONNELLE</p> <p>Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail</p>
Articles L. 1253-17 et D. 1253-7 à 11	<p>GROUPEMENT D'EMPLOYEURS</p> <p>Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs</p>
<b>Code du travail, Partie 2</b>	
<p>Articles D 2231-3 et 4 Article D 2231-8 Article L 2232-28 Article L 2241-11 Articles L 2242-4, R2242-1 et D 2231-2 Article L 2281-9</p>	<p>ACCORDS COLLECTIFS</p> <p>Dépôt des accords</p> <p>Délivrance du récépissé d'adhésion ou dénonciation</p> <p>Réception des accords conclus en l'absence de délégué syndical</p> <p>Réception des accords visant à supprimer les écarts de rémunération</p> <p>Réception du PV de désaccord dans le cadre de la négociation obligatoire</p> <p>Réception de l'accord sur le droit d'expression des salariés</p>
Article D 2135-8	<p>BUDGET DES ORGANISATIONS SYNDICALES</p> <p>Réception des comptes des syndicats professionnels d'employeurs et de salariés</p>
Article L. 2143-11	<p>DÉLÉGUÉ SYNDICAL</p> <p>Décision de suppression du mandat de délégué syndical</p>
Articles L. 2312-5 et R 2312-1	<p>DÉLÉGUÉS DE SITE</p> <p>Décision fixant le nombre et la composition des collèges électoraux</p> <p>Décision fixant le nombre des sièges et leur répartition entre les collèges</p>
<p>Article L 2314-11 Article R 2314-6 Articles L 2314-31 et R 2312-2</p> <p>Articles L 2322-5 et R 2322-1</p> <p>Article L 2323-15</p>	<p>DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL</p> <p>Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux et fixant la répartition des sièges entre les différentes catégories</p> <p>Décision relative à la perte du caractère d'établissement distinct pour l'élection de délégués du personnel</p> <p>Décision relative à la perte du caractère d'établissement distinct pour l'élection du comité d'entreprise</p> <p>Réception de l'avis du CE sur les projets de restructuration et compression des effectifs</p>
Articles L. 2322-7 et R 2322-2	<p>COMITÉ D'ENTREPRISE</p> <p>Décision autorisant ou refusant la suppression du comité d'entreprise</p>
Articles L. 2324-13 et R 2321-3	<p>COMITÉ D'ENTREPRISE</p> <p>Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux pour les élections au comité d'entreprise et décision fixant la répartition des sièges entre les différentes catégories</p>
Article L. 2327-7 et R 2327-3	<p>COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE</p> <p>Décision fixant le nombre d'établissements distincts et la répartition des sièges entre les différents établissements pour les élections au comité central d'entreprise</p>
<p>Article L. 2333-4</p> <p>Articles L 2333-6 et R 2332-1</p> <p>Articles L 2345-1 et R 2345-1 Article L 2524-5</p>	<p>COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE</p> <p>Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux</p> <p>Décision désignant un remplaçant à un DP ayant cessé ses fonctions au comité de groupe</p> <p>Décision relative à la suppression du CE européen</p> <p>Réception du dépôt des sentences arbitrales</p>
Article R 2332-1	<p>COMITÉ DE GROUPE</p> <p>Répartition des sièges au comité de groupe</p>
Article R 2323-39	<p>CESSATION D'ENTREPRISE - DÉVOLUTION DES BIENS DU COMITÉ D'ENTREPRISE</p> <p>Surveillance de la dévolution des biens du CE</p>
<b>Code du travail, Partie 3</b>	
<p>Articles L 3121-35 et L 3121-36 Articles R 3121-21, R 3121-23, R 3121-26 et R 3121-28 Article D 3122-7</p>	<p>DURÉE DU TRAVAIL</p> <p>Décisions relatives aux dérogations en matière de durée maximale hebdomadaire et durée maximale moyenne hebdomadaire</p> <p>Décision relative à la suspension de la récupération des heures perdues en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une profession</p>

	et pour des établissements spécialement déterminés
Article D 3141-35	CAISSES DE CONGÉS DU BTP Désignation des membres de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article R 3232-6 Article R 5122-16	CHÔMAGE PARTIEL – LIQUIDATION JUDICIAIRE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE... Proposition au Préfet de faire payer directement l'allocation spécifique aux salariés
Articles L 3313-3, L 3323-4, L 3345-2, D 3345-5	ACCORD D'INTÉRESSEMENT, DE PARTICIPATION, PEE, PEI, PLANS DE RETRAITE COLLECTIF Accusé réception
Article R 3332-6	PLANS D'ÉPARGNE D'ENTREPRISES Accusé réception des PEE
Article D 3323-7	ACCORDS DE PARTICIPATION Accusé réception des accords de branche de participation
<b>Code du travail, Partie 4</b>	
Article L 4154-1 Article D 4154-3 Article D1242-5 Article D 1251-2	CDD-INTÉRIMAIRES – TRAVAUX DANGEREUX Décision dérogeant à l'interdiction d'employer des CDD et salariés temporaires à des travaux figurant à l'article D 4154-1
Article R 4524-7	COMITÉ INTERENTREPRISES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL (ICPE – PPRT) Présidence du CISST
Articles R. 4533-6 et 4533-7	CHANTIERS VRD Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 du code du travail
Article L. 4721-1	MISE EN DEMEURE DU DIRECTEUR Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4522-1 et L. 4221-1 du code du travail
Article L 4741-11	ACCIDENT DU TRAVAIL – RELAXE – PLAN DE RÉALISATION DE MESURES DE SÉCURITÉ Avis sur le plan
Article 8 du Décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique	CHANTIERS DE DÉPOLLUTION PYROTECHNIQUE Approbation de l'étude de sécurité
<b>Code du travail, Partie 5</b>	
Articles R 5112-16 et R 5112-17	COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION Participation à la formation spécialisée de la commission départementale de l'emploi et de l'insertion (CDEI)
Article D 5424-45	CAISSE INTEMPÉRIES – BTP Présidence de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article D 5424-8	CAISSE INTEMPÉRIES – BTP Détermination des périodes d'arrêt saisonnier
Article L5332-4, Article R 5332-1	OFFRES D'EMPLOIS Levée de l'anonymat
Article R 5422-3	DEMANDEURS D'EMPLOIS – ASSURANCE CHÔMAGE-TRAVAILLEURS MIGRANTS Détermination du salaire de référence
Articles L5121-13 et 15 Article R5121-29 et 30 Article R5121-32	ACCORD OU PLAN D'ACTIONS SUR LE CONTRAT DE GÉNÉRATION RÉCEPTION DES ACCORDS ET PLANS D'ACTIONS CONTRÔLE ET DÉCISION DE CONFORMITÉ DES ACCORDS ET PLANS D'ACTIONS
<b>Code du travail, Partie 6</b>	
Article L. 6225-4 et 5	CONTRAT D'APPRENTISSAGE- PROCÉDURE D'URGENCE Décision de suspension et de reprise ou non de l'exécution du contrat d'apprentissage
Article L 6225-6, Article R 6225-11	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Décision relative au recrutement de nouveaux apprentis et de jeunes sous contrat en alternance
Article R 6325-20	CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION Décision de retrait du bénéfice des exonérations de cotisations sociales
<b>Code du travail, Partie 7</b>	
Article R 7124-4	EMPLOI DES ENFANTS DANS LE SPECTACLE, LES PROFESSIONS AMBULANTES, LA PUBLICITÉ ET LA MODE Décisions individuelles d'autorisation d'emploi
Article R 7413-2	TRAVAILLEURS À DOMICILE Demande de contrôle des registres de comptabilité matières et fournitures
<b>Code du travail, Partie 8</b>	
Article R 8253-11	MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE – CONTRIBUTION SPÉCIALE TRAVAILLEUR ÉTRANGER SANS TITRE Proposition de réduire le montant de la contribution spéciale
<b>Code rural</b>	
	DURÉE DU TRAVAIL

Article R 713-26	Dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u> concernant un type d'activités sur le plan départemental ou local adressée par une organisation patronale (« demande collective »)
Article R 713-28	DURÉE DU TRAVAIL Dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u> (par une entreprise)
Article R 713-32	DURÉE DU TRAVAIL Décision de dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire absolue</u> du travail et à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail pour les professions agricoles
Articles R 713-26 et 28	ACCORD D'INTÉRESSEMENT, DE PARTICIPATION, PEE, PEI, PLANS DE RETRAITE COLLECTIF Contrôle en matière d'intéressement, de participation ou PEE. Demande de retrait ou de modification de dispositions contraires aux dispositions légales
<b>Transports</b>	
Art. 5 Décret n°2000-118 du 14 février 2000 (modifié D. 2009-1377) relatif à la durée du travail dans les entreprises de transport public urbain de voyageurs	DURÉE DU TRAVAIL En cas de circonstances exceptionnelles, dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u>
<b>Code de l'environnement</b>	
Décret n° 2005-82 du 1er février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement	ICPE Membre du comité local d'information et de concertation
Article R 512-21	ICPE Demande d'avis du Préfet sur demande d'autorisation d'installation classée
<b>Code de la défense</b>	
Article R 2352-101	EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUITS EXPLOSIFS Avis au Préfet sur dossier de demande d'agrément technique
<b>Code de l'éducation</b>	
Article R 338-6 Article R 338-7	TITRE PROFESSIONNEL Désignation du jury du titre professionnel et des certificats complémentaires Délivrance des titres professionnels, des certificats de compétences professionnelles
Article 1 Décret n°2004-220 du 12 mars 2004 relatif aux comités d'orientation et de surveillance des zones franches urbaines	ZONE FRANCHE URBAINE Membre du comité d'orientation et de surveillance institué dans chaque zone franche urbaine
<b>Code de l'action sociale et des familles</b>	
Article R 241-24	PERSONNES HANDICAPÉES Membre de la commission départementale des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

**Article 2** - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SOLD, directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à :

- Monsieur Philippe DIDELOT, directeur délégué,
- Madame Angélique ALBERTI, directrice-adjointe,

à l'effet de signer, au nom de la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente subdélégation et de le représenter au sein des commissions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente subdélégation, pour lesquelles le directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, a reçu délégation de la Directrice régionale.

**Article 3** - Le Directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, chargé des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 10 octobre 2013

Le Directeur régional adjoint du travail,  
Directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

### POLE PILOTAGE ET RESSOURCES

#### Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle pilotage et ressources en date du 1er septembre 2013

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

#### DECIDE

**Article 1er** - Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

**1. Pour la Division Gestion Ressources Humaines :**

- Madame Sylvie ROMAIN, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de la gestion des ressources humaines,
- Madame Chantal PETRONIO, inspecteur des finances publiques, conseiller ressources humaines ;

En cas d'empêchement,

- Monsieur Jean-Pierre MERCIER, Madame Céline HERVEUX, Madame Anne-Marie CAMBEFORT-JUNG contrôleurs principaux des finances publiques,
- Madame Bénédicte HALLE, contrôleur des finances publiques ;

*Formation professionnelle :*

- Monsieur Ludovic MENU, inspecteur des finances publiques, responsable de la formation professionnelle et des concours ;

En cas d'empêchement,

- Monsieur Luc SCHEFFMANN, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Catherine DUJON-ROTH, contrôleur des finances publiques pour tous les actes relevant de la compétence du correspondant social.

**2. Pour la Division Budget, Logistique et Immobilier :**

- Monsieur Serge ROUQUET, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et du plan informatique,
- Monsieur Thierry LUSQUE, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable pour le pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et du plan informatique ;

*Budget :*

- Messieurs Julian MULLER et Gilles FLUCK, inspecteurs des finances publiques,
- Madame Martine HOUSTLER et Monsieur Franck ANTOINE, contrôleurs principaux des finances publiques,
- Messieurs Olivier LAURENT et Fabrice JACQUINET, contrôleurs des finances publiques ;

*Immobilier – Sécurité :*

- Madame Christine AMBLARD et Monsieur Gilles FLUCK, inspecteurs des finances publiques,
- Madame Fabienne MATHIOT, contrôleur principal des finances publiques.

**3. Pour la Division Stratégie, Contrôle de gestion, Qualité de service :**

- Monsieur Hervé FRIDRICK, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service,
- Madame Nicole ARCIER, inspecteur des finances publiques.

**Article 2** - La décision du 1er juillet 2013 est abrogée.

**Article 3** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1er septembre 2013

L'Administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques,  
Noël CLAUDON

#### Décision de subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire en date du 1er septembre 2013

Le Directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n°210-687 du 24 juin 2010 ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU la décision du 13 Janvier 2010 portant nomination de M. Xavier HUMBERT à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources ;

VU l'arrêté préfectoral n°13.OSD.01 du 25 février 2013, portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, Administrateur des finances publiques ;

#### DECIDE

**Article 1er** - En cas d'absence ou d'empêchement, les délégations qui me sont conférées par arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 25 février 2013, seront exercées par :

- Monsieur ROUQUET Serge, Administrateur des finances publiques adjoint,
- Monsieur Hervé FRIDRICK, Administrateur des finances publiques adjoint,
- Madame Sylvie ROMAIN, Inspecteur divisionnaire des finances publiques.

**Article 2** - Dans le cadre des délégations conférées par arrêté du préfet de Meurthe et Moselle en date du 25 février 2013, les agents nommés ci-dessous disposent d'une subdélégation de signature leur permettant la saisie et la validation des demandes de paiement dans CHORUS pour les opérations de dépenses et de recettes ordonnancées sur les programmes budgétaires cités dans l'arrêté préfectoral n° 13.OSD.01 du 25 février 2013 :

- Monsieur Thierry LUSQUE, inspecteur divisionnaire des finances publiques,
- Messieurs Julian MULLER, Christine AMBLARD et Gilles FLUCK, inspecteurs des finances publiques,
- Mesdames Martine HOUSTLER et Fabienne MATHIOT, contrôleurs principaux des finances publiques,
- Monsieur Franck ANTOINE, contrôleur principal des finances publiques,
- Messieurs Olivier LAURENT et Fabrice JACQUINET, contrôleurs des finances publiques.

**Article 3** - La décision du 1er juillet 2013 est abrogée.

Nancy, le 1er septembre 2013

L'Administrateur des finances publiques,  
Xavier HUMBERT

**Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle gestion publique en date du 1er septembre 2013**

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

**D E C I D E**

**Article 1er** - Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

**Pour la Division Collectivités locales – affaires économiques :**

- Madame France BERNIZ, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage des collectivités locales et des affaires économiques,

- Monsieur Julian MESSIER, inspecteur des finances publiques,

- Madame Emilie PELARD - HECKLER, inspecteur des finances publiques,

- Madame Claude DELINCHANT, inspecteur des finances publiques,

- Madame Mélanie PRIVAT, inspecteur des finances publiques,

- Monsieur Alexandre NORMAND, inspecteur des finances publiques,

- Madame Elise MORIN, inspecteur des finances publiques,

- Madame Nathalie ALBERT, inspecteur des finances publiques ;

En cas d'empêchement,

- Monsieur Pascal AUBERT contrôleur principal des finances publiques,

- Madame Nicole HENRY, contrôleur principal des finances publiques,

- Monsieur Fabrice ARNET, contrôleur principal des finances publiques ;

**Expertise économique et financière :**

- Monsieur Nicolas LAZZAROTTO, inspecteur des finances publiques,

- Monsieur Arnaud HELSTROFFER, inspecteur des finances publiques.

**Pour la Division Comptabilité et opérations de l'Etat :**

- Madame Marie-France MARCHAL, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage des services Comptabilité et Dépenses ;

**Comptabilité :**

- Madame Catherine BOUVERESSE, inspecteur des finances publiques, chef du service comptabilité ;

En cas d'empêchement :

- Monsieur Bernard LAROSE, contrôleur principal des finances publiques,

- Madame Marie-France BIEHLER, Monsieur Roland LADROUE, contrôleurs des finances publiques et Monsieur Stéphane BAILLARGEAT, agent principal d'administration des finances publiques, pour la délivrance de déclarations de recettes ;

**Comptabilité - Recouvrement - Centralisation :**

- Madame Maryse DE DONATO, contrôleur principal des finances publiques ;

**Dépense :**

- Monsieur Vincent TOLDRE, inspecteur des finances publiques, chef du service « dépenses » ;

En cas d'empêchement :

- Madame Évelyne CANTENER, contrôleur principal des finances publiques,

- Madame Martine FROST, contrôleur principal des finances publiques,

- Madame Nadine THOUVIGNON, contrôleur principal des finances publiques,

- Madame Pascale MESBAH, contrôleur principal des finances publiques,

- Monsieur Philippe BAUER, inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe, responsable du pilotage des Dépôts et services financiers et recouvrement des produits divers ;

**Dépôts et services financiers :**

- Madame Nicole SIMONIN, inspecteur des finances publiques, chef du service dépôts et services financiers ;

En cas d'empêchement :

- Madame Fanny LHERITIER, inspecteur des finances publiques, responsable du Pôle Interrégional des Consignations,

- Madame Annie AUBERT, contrôleur principal des finances publiques,

- Madame Évelyne ROQUES, contrôleur principal des finances publiques ;

**Pôle interrégional des consignations PIC :**

- Madame Fanny LHERITIER, inspecteur des finances publiques, responsable du Pôle Interrégional des Consignations ;

En cas d'empêchement :

- Madame Nicole SIMONIN, inspecteur des finances publiques, chef du service dépôts et services financiers,

- Madame Annette KIEFFER, contrôleur principal des finances publiques,

- Monsieur Bertrand FLOC'H, contrôleur des finances publiques ;

**Produits divers :**

- Madame Agnès PREBAY, contrôleur des finances publiques,

- Madame Marie Christine JACOBY, contrôleur des finances publiques.

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7/NOTI2) à M. Jean OILLET, agent d'administration.

**Article 2** - La décision du 1er mars 2013 est abrogée.

**Article 3** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 1er septembre 2013

L'Administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques,  
Noël CLAUDON

**Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle gestion fiscale en date du 1er septembre 2013**

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;  
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;  
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;  
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

**D E C I D E**

**Article 1er** - Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

**1. Pour la Division Fiscalité des particuliers - missions foncières et patrimoniales – amendes :**

- Madame Marie Pierre NOLI, Administratrice des finances publiques adjointe, responsable de la division,  
- Monsieur Elie PESAVENTO, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint ;  
*Assiette et recouvrement de la fiscalité des particuliers et missions foncières :*  
- Mesdames Myriam NAUMANN, Chrystelle MONGAILLARD et Nathalie GUEGANO, inspectrices des finances publiques ;

*Recouvrement Forcé :*

- Mesdames Isabelle VICHARD, Agnès BOURGON et Ghyslaine HEILI, inspectrices des finances publiques,  
- Monsieur Vincent SEYVE, inspecteur des finances publiques,  
- Madame Pierrette COLIN, contrôleur des finances publiques.

**2. Pour la Division fiscalité des professionnels – contrôle fiscal – contribution à l'audiovisuel public :**

- Monsieur Claude CALDERARI, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division,  
- Madame Annie LECHNER, inspectrice divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable en charge du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la contribution à l'audiovisuel public ;

*Assiette – Recouvrement :*

- Madame Gwenaëlle CARRIOT inspectrice des finances publiques,  
- Monsieur Wilfried DROUOT inspecteur des finances publiques,  
- Madame Sylvie ZUNINO, contrôleur des finances publiques ;

*Contrôle Fiscal :*

- Mesdames Marie-Annick LEJAY, Claude SIMEURT, Francine BERGER-SCHENATO, Anne ESSER, inspectrices des finances publiques,  
- Madame Martine NOEL, contrôleur principal des finances publiques ;

*Redevance :*

- Monsieur Guy ROUMANET, contrôleur principal des finances publiques,  
- Mesdames Elizabeth BANAZIAK, et Elizabeth HELLE, contrôleurs des finances publiques.

**3. Pour la Division Affaires juridiques – Contentieux :**

- Monsieur Yann LE SAINT, inspecteur principal des finances publiques, responsable de la division ;

*Rédacteurs :*

- Mesdames Isabelle HENRY-GAZEILLES, Myriam BERTAUD, Frédérique WERNERT, Bénédicte CRENN et Julie FOUET, inspectrices des finances publiques, rédactrices,  
- Messieurs Christian HAJCZAK, Patrick HOUSSEMAND, Didier PUILLE, inspecteurs des finances publiques, rédacteurs ;

*En cas d'empêchement :*

- Mesdames Lisette ZIEGLER, Sabine BARBOSA et M. Claude MONTIGNEAUT, contrôleurs des finances publiques.

**Article 2** - La décision du 1er mars 2013 est abrogée.

**Article 3** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1er septembre 2013

L'Administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques,  
Noël CLAUDON

**MISSIONS RATTACHEES****Décision de délégations spéciales de signature pour les missions rattachées en date du 1er septembre 2013**

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;  
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;  
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;  
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

**D E C I D E**

**Article 1er** - Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur mission, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

**1. Pour la mission maîtrise des risques :**

- Monsieur Eric SAUVAGE, administrateur des finances publiques, responsable de la mission maîtrise des risques,  
- Madame Sophie CHEVALIER, inspecteur des finances publiques, responsable de la cellule qualité comptable.

**2. Pour la mission départementale d'audit :**

- Monsieur Cyril COCHARD, inspecteur principal des finances publiques, auditeur,

- Madame Valérie DUCHENE DREYFUSS, inspecteur principal des finances publiques, auditrice,
- Madame Magali JULIEN, inspecteur principal des finances publiques, auditrice,
- Monsieur Julian MESSIER, inspecteur principal des finances publiques, auditeur,
- Monsieur David NANQUETTE inspecteur principal des finances publiques, auditeur,
- Madame Mokhtaria ABDI, inspecteur principal des finances publiques, auditeur,
- Madame Catherine VIEUX-MELCHIOR, inspecteur des finances publiques, assistant auditeur.

**3. Pour la mission politique immobilière de l'Etat :**

- Monsieur Jean Luc HUMBERT, administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la missions politique immobilière de l'Etat.

**4. Pour la mission communication :**

- Monsieur Jean Marc FRANCOIS, inspecteur divisionnaire des finances publiques, secrétaire général, chargé de communication.

**Article 2** - La décision du 1er juillet 2013 est abrogée.

**Article 3** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 1er septembre 2013

L'Administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques,  
Noël CLAUDON

---

**TRESORERIE DE LONGWY – VILLERUPT COLLECTIVITES****Délégation de signature à Mme Tiphaine MAHE, Inspectrice des finances publiques, en date du 12 septembre 2013**

Je, soussigné, Pascal HEITZ, Responsable de la Trésorerie de LONGWY-VILLERUPT Collectivités,

**DECLARE**

Autoriser Mme Tiphaine MAHE, Inspectrice des finances publiques,

et lui donner délégation de signature pour agir en justice, effectuer des déclarations de créances, en mon nom et sous ma responsabilité.

Signature du comptable des finances publiques

Signature de la délégataire

L'Inspectrice des finances publiques,

Tiphaine MAHE

Pascal HEITZ

Longwy, le 12 septembre 2013

---

**Délégation de signature à Mme Marie-José PETTOELLO, Contrôleur Principal des finances publiques, en date du 12 septembre 2013**

Je, soussigné, Pascal HEITZ, Responsable de la Trésorerie de LONGWY-VILLERUPT Collectivités,

**DECLARE**

Autoriser Mme Marie-José PETTOELLO, Contrôleur Principal des finances publiques,

et lui donner délégation de signature pour agir en justice, effectuer des déclarations de créances, en mon nom et sous ma responsabilité.

Signature du comptable des finances publiques

Signature de la délégataire

Le Contrôleur Principal des finances publiques,

Marie-José PETTOELLO

Pascal HEITZ

Longwy, le 12 septembre 2013

---

**Procuration du 12 septembre 2013 sous seing privé à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Tiphaine MAHE, Inspectrice des finances publiques**

Le soussigné, Pascal HEITZ, Responsable de la Trésorerie de LONGWY-VILLERUPT Collectivités,

**DECLARE**

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme MAHE Tiphaine, Inspecteur des Finances Publiques, demeurant à LONGWY,

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LONGWY-VILLERUPT Collectivités, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissés à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LONGWY-VILLERUPT Collectivités, entendant ainsi transmettre à Mme MAHE Tiphaine, tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Tiphaine MAHE

Inspectrice des finances publiques

Signature du mandant

Pascal HEITZ

Inspecteur divisionnaire des finances publiques

Longwy, le 12 septembre 2013

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE****COMPTABILITE****Arrêté DDCS n° 101 du 1er octobre 2013 accordant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire**

La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés ;  
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
VU le décret du président de la République du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;  
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports ;  
VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;  
VU les arrêtés interministériels des 23 mars 1994 et 7 janvier 2003, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;  
VU l'arrêté du Premier Ministre du 29 août 2012 nommant Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.OSD.05 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale, et notamment son article 4 ;

#### ARRETE

**Article 1er** - Délégation est donnée à :

- M. BOIFFIN Pierre-Yves, Directeur Adjoint,
  - Mme REVERRE-GUEPRATTE Stéphanne, Inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,
  - Mme DITTE Evelyne, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
  - M. FERRE Olivier, Inspecteur de la jeunesse et des sports,
  - M. NEGRO Yann, Attaché principal de préfecture,
  - Mme GALMICHE Rachel, Attachée d'administration du ministère des affaires sociales et de la santé,
  - Mme REGNIER Agnès, Secrétaire administrative du ministère chargé des affaires sociales,
- à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'Etat imputées au titre des programmes suivants :
- Programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française"
  - Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"
  - Programme 109 "Aide à l'accès au logement"
  - Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative"
  - Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre de logement"
  - Programme 137 "Egalité entre les hommes et les femmes"
  - Programme 157 "Handicap et dépendance"
  - Programme 163 "Jeunesse et vie associative"
  - Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"
  - Programme 183 "Protection maladie"
  - Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"
  - Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer"
  - Programme 219 "Sport"
  - Programme 303 "Immigration et asile"
  - Programme 304 "Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales"
  - Programme 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées" – Action 1

**Article 2** : La décision 2012-décision-dél-sign-SDLP-24-09-12 du 25 septembre 2012 portant délégation de signature aux correspondants de l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (l'Acsé) s'applique pour le programme 147 « Politique de la Ville ».

**Article 3** : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de Mme la directrice départementale des finances publiques, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur régional des finances publiques de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

**Article 5** : L'arrêté de subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire du 19 septembre 2012 est abrogé.

**Article 5** : Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale, M. Pierre-Yves BOIFFIN, Mme Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, Mme Evelyne DITTE, M. Olivier FERRE, M. Yann NEGRO, Mme Rachel GALMICHE, Mme Agnès REGNIER, M. le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur régional des finances publiques de Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er octobre 2013

La Directrice départementale de la cohésion sociale,  
Sabine DUBOIS LE PAN

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

M. BOIFFIN Pierre-Yves, Mme REVERRE-GUEPRATTE Stéphanne, Mme DITTE Evelyne, M. FERRE Olivier, M. NEGRO Yann, Mme GALMICHE Rachel et Mme REGNIER Agnès.

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### SECRETARIAT GENERAL

**Arrêté n° 2013/DDT/SG/011 du 8 octobre 2013 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics**

Le Directeur Départemental des Territoires, Ingénieur en Chef des Ponts, des Eaux et des Forêts,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n° 2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :  
 - du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,  
 - du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,  
 - du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,  
 - du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,  
 - du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,  
 - du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;  
 VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
 VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle  
 VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 4 octobre 2011, nommant Monsieur Christophe FOTRÉ, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'arrêté préfectoral n°11.OSD.20 du 27 octobre 2011, portant délégation de signature à Monsieur Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;  
 VU l'organigramme du service ;

### ARRETE

**Article 1er** - La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

*Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :*

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché,
- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Monsieur Marc MENEHIN, directeur adjoint,
- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 125 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté.

*Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :*

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 125 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté,
- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

**Article 2** - Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marc MENEHIN, directeur adjoint et à Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet.

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

**Article 3** - Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Philippe SCHOTT, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;
  - Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;
  - Madame Isabelle ROUYER-VANNIER, chargée du service "Habitat et Constructions Durables"
  - Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
- à l'effet de signer tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'État, établis dans le cadre de leurs attributions et compétences :
- En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

**Article 4** - Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

- Monsieur Francis MALLET, chef de service adjoint à la responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
  - Madame Myriam MATHIS, adjointe à la responsable du service "aménagement durable, urbanisme, risques" ;
  - Monsieur Mickaël VILLEMINE, adjoint à la responsable du service "Habitat et Constructions Durables" ;
  - Madame Emmanuelle PORTEMER, adjointe au responsable du service "Environnement, eau, biodiversité" ;
  - Madame Nathalie CAEL, adjointe au responsable du service "Environnement, eau, biodiversité"
  - Madame Esther DEMEY, adjointe au responsable du service "Transports, Sécurité"
  - Madame Nicole SIEFFER, adjointe au responsable du service "Transports, Sécurité"
- à l'effet de signer tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'État, établis dans le cadre de leurs attributions et compétences.

**Article 5** - Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'État, dans la limite de 10 000 euros HT par commande pour :

- Madame Sandrine BACHER, chargée de mission « modernisation - communication » ;
- Madame Audrey DONNOT, chargée, par intérim, de l'unité « moyens généraux ».

**Article 6** - Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, dans la limite des montants indiqués :

Agents	Montant HT maximum autorisé	Conditions particulières
Thierry BARBIER	2 000€	Par transaction de commandes de fournitures
Chantal ROLIN	500 €	Par transaction d'achat de billets de train
Olivier DINEE	1 500€	Par transaction de commandes informatiques
Jean-Luc CAMÉ	2 000€	Dépenses annuelles dans le cadre des attributions du CLAS
Claudine MARCHESI	2 000€	Dépenses annuelles du cabinet médical

**Article 7** - La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général des Vosges.

**Article 8** - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2013/DDT/SG/010 du 28 mai 2013 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 8 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

**Arrêté n° 2013/DDT/SG/013 du 8 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale**

Le Directeur Départemental des Territoires, Ingénieur en Chef des Ponts, des Eaux et des Forêts,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 38 4e ;  
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du Premier Ministre du 4 octobre 2011 portant nomination dans les directions départementales interministérielles, et nommant Monsieur Christophe FOTRÉ, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012, accordant délégation de signature à Monsieur Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.24 du 22 août 2013 complétant l'arrêté n° 12.BI.43 du 13 septembre 2013 ;

**A R R E T E**

**Article 1er** - Subdélégation de signature est donnée à **Monsieur Marc MENEHIN**, directeur adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des numéros A1 a14 et A1 a30 ;

**Article 2** - Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

**Monsieur Jean VINSON**, secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a0, A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

**Madame Sophie-Charlotte VALENTIN**, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 c1 ;

- A5 a1 à A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- 127 ;

**Monsieur Philippe SCHOTT**, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

**Monsieur Jean-Luc JANEL**, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 201 à 306 ;

**Madame Isabelle ROUYER-VANNIER**, chargée du service "Habitat et Constructions Durables" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a6, A4 b2 à A4 b22 ;

**Madame Emmanuelle PORTEMER**, adjointe au chargé du service "Environnement, eau, biodiversité" pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35, A1 a37 ;

- 201 à 306 ;

**Madame Nathalie CAEL**, adjointe au chargé du service "Environnement, eau, biodiversité" pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35, A1 a37 ;

- 201 à 306 ;

**Madame Esther DEMEY**, adjointe au chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35, A1 a37 ;

- A2 a1 à A2 a4 ;

- A5 i1 à A5 i6 ;

- A6 a1 à A6 a5 ;

**Madame Nicole SIEFFER**, adjointe au chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35, A1 a37 ;

- A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 à A2 c4 ; A2 c6 ;

**Monsieur Francis MALLET**, chef de service adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 c1 ;

- A5 a1 à A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- 127 ;

**Madame Myriam MATHIS**, adjointe au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 c1 ;

- A5 a1 à A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

**Monsieur Mickaël VILLEMIN**, adjoint au responsable du service « Habitat et Constructions Durables » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a5, A4 b2 à A4 b22 ;

Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Jacky BRAZZALE, Brigitte BOULANGER, Carole DAVRAINVILLE, Audrey DONNOT, Ghislaine DOSSOU, Vincent FOUCAUT, Didier GALOIS, Patrick GARASSIEU, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, Anne GUIRLINGER, Christelle HURNI, Angélique MASSON, Patrick MENOUX, Christian NICOLLET, Georges PESCE, Danielle REGARD, Rodolphe SAVOY, Michel TALLET, Nicolas TOQUARD, Patrick VIARD, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

**Messieurs Patrice ARNAULT, Alain BARLIER, Dominique MAIFFREDY**, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

**Madame Christiane ALNOT**, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

**Mesdames et Messieurs Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB**, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité : A1 a0 (pour les congés annuels) ;

- A5 b4, A5 b5 ;

- A5 g1 (sauf pour Brigitte LAURENT) ;

**Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, David GRANDIDIER, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Céline RAYBOIS, Nelly DELON**, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A5 b4, A5 b5 ;

**Monsieur Emmanuel PETITJEAN**, chargé de mission "Réglementation, contentieux et affaires juridiques" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

**Monsieur Eddy SABANOVIC**, chargé de l'unité "Parc de Logement Social Public" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A4 a2, A4 a4, A4 b2, A4 b4 ;

**Monsieur Vincent THIRIET**, chargé de l'unité "Programme de Rénovation Urbaine" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A4 b19 ;

**Monsieur François HUPPERT**, adjoint au chef de l'unité "Parc de Logement Social Public" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A4 a2, A4 b2 ;

**Madame Marie-Christine SIBILLE**, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;

- A6 a2 à A6 a5 ;

**Monsieur Jean-Pol SCULIER**, chargé de mission « ingénierie, gestion de crise », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A2 a2 ;

**Monsieur Yann TABERKANE**, chargée de l'unité « bruit, publicité et qualité de l'air », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

**Monsieur Sébastien FAGOT**, chargée de l'unité « coordination et sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A6 a1 ;

**Madame Marie-Claude GIROT**, chargée de l'unité « ressources humaines » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- A1 a0 (pour les congés annuels des agents placés sous son autorité), A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a19 à A1 a21, A1 a26 ;

- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

**Article 3** - En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

- en remplacement de Monsieur Jean VINSON :

\* par Madame Marie-Claude GIROT ;

- en remplacement des adjoints au chef du service "transports, sécurité" :

\* par les fonctionnaires suivants : Mesdames et Messieurs Philippe SCHOTT, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON, Isabelle ROUYER-VANNIER, Emmanuel PETITJEAN, Myriam MATHIS, Mickaël VILLEMEN, Emmanuelle PORTEMER, Nathalie CAEL pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;

- en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE :

\* par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4 ;

- en remplacement de Monsieur Jean-Luc JANEL ou de Madame Emmanuelle PORTEMER ou de Madame Nathalie CAEL :

\* par Madame Dominique GERZAGUET, Madame Carole DAVRAINVILLE, Monsieur Michel TALLET et Monsieur Alain CHAPLIER pour les décisions portant les numéros 201 à 203 ;

\* par Madame Odile MALAISE pour les décisions de l'article 2 de l'arrêté susvisé portant les numéros 302 et 304.

**Article 4** - Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Mesdames et Messieurs Philippe SCHOTT, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON, Isabelle ROUYER-VANNIER, Mickaël VILLEMEN, Myriam MATHIS, Emmanuelle PORTEMER, Nathalie CAEL.

**Article 5** - L'arrêté de subdélégation de signature n° 2013/DDT/SG/012 en date du 28 mai 2013 est abrogé.

**Article 6** - Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Nancy, le 8 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

## AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

**Décret du 5 septembre 2013 autorisant pour une nouvelle période de cinq années la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine à exercer le droit de préemption et à bénéficier de l'offre amiable avant adjudication volontaire**  
NOR : AGRT1318370D

*Publics concernés : la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) de Lorraine ; notaires ; propriétaires de biens immobiliers à utilisation ou vocation agricole situés dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges ; acquéreurs potentiels de ces mêmes biens.*

*Objet : SAFER de Lorraine ; droit de préemption.*

*Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

*Notice : le décret autorise la SAFER de Lorraine, agréée en qualité de société d'aménagement foncier et d'établissement rural par les arrêtés du 30 mai 1962 et du 29 avril 2002, à exercer le droit de préemption prévu par les dispositions des articles L. 143-1 à L. 143-15 du code rural et de la pêche maritime dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, pour une période de cinq années. L'article 2 du décret fixe la superficie minimale des parcelles susceptibles d'être préemptées et précise les biens pour lesquels aucune surface minimale n'est imposée. L'article 3 impose aux propriétaires qui souhaitent vendre par adjudication volontaire des biens de les offrir à la SAFER deux mois au moins avant la date prévue pour la vente, dans les conditions définies par l'article L. 143-12 du code rural et de la pêche maritime.*

*Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

SUR le rapport du ministre de l'agriculture de l'agroalimentaire et de la forêt,

VU le code civil ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 143-1 et suivants et R. 143-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 85-1001 du 20 septembre 1985 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de massif pour le massif vosgien ;

VU le décret du 26 août 2008 autorisant pour une période de cinq années la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine à exercer le droit de préemption et à bénéficier de l'offre amiable avant adjudication volontaire ;

VU les propositions des préfets des départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges,

### DECRETE

**Article 1er** – La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine est autorisée, pour une période de cinq années, à exercer le droit de préemption sur les biens, terrains, bâtiments et droits entrant dans le champ d'application de l'article L. 143-1 susvisé dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural ne peut exercer son droit de préemption que si les droits de préemption prévus aux articles L. 142-3, L. 211-1 et L. 212-2 du code de l'urbanisme n'ont pas été exercés par leurs titulaires.

**Article 2** – La superficie minimale à laquelle le droit de préemption de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine est susceptible de s'appliquer dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges est fixée à 25 ares.

Cette superficie est fixée à 10 ares dans le massif vosgien tel qu'il est défini par le décret du 20 septembre 1985 susvisé ainsi que dans les communes non encore remembrées des départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Aucune superficie minimale n'est imposée :

**I - Dans les zones viticoles des communes énumérées ci-après où sont produits des vins bénéficiant d'une appellation d'origine protégée :**

*Département de Meurthe-et-Moselle*

- Lucey, Bruley, Pagny-derrière-Barine, Domgermain, Charmes-la-Côte, Mont-le-Vignoble, Blénod-lès-Toul, Bulligny.

*Département de la Meuse*

- Châtilon-sous-les-Côtes, Watronville, Ronveaux, Haudiomont, Bonzée, Trésauvaux, Combres-sous-les-Côtes, Herbeville, Hanonville-sous-les-Côtes, Thillot, Saint-Maurice-sous-les-Côtes, Vigneules-lès-Hattonchel, Heudicourt-sous-les-Côtes, Nonsard-Lamarche, Buxières-sous-les-Côtes, Varnéville, Loupmont, Montsec, Apremont-la-Forêt, Girauvoisin, Géville et Fréméreville-sous-les-Côtes.

*Département de la Moselle*

- Ancy-sur-Moselle, Châtel-Saint-Germain, Contz-les-Bains, Dornot, Fey, Haute-Kontz, Jussy, Laquenexy, Lessy, Lorry-lès-Mardigny, Marange-Silvange, Marieulles-sur-Vezon, Novéant-sur-Moselle, Plappeville, Scy-Chazelles, Sierck-les-Bains, Sainte-Ruffine, Vaux, Vic-sur-Seille.

*Département des Vosges*

- La Neuveville-sous-Montfort, Hareville-sous-Montfort, Remoncourt, Domjulien, They-sous-Montfort, Pareysous-Montfort, Mandres-sur-Vair, Norroy-sur-Vair, Saint-Remimont (secteur de Montfort), Châtilon-sur-Saône, Grignoncourt, Lironcourt, Les Thons (secteur de Châtilon-sur-Saône), Charmes, Vincey, Rugney, Floremont, Savigny, Mirecourt, Villers, Avillers, Poussay, Puzieux, Mazirot, Gugney-aux-Aulx, Bettegney-Saint-Brice, Dompierre, Hennecourt, Bocquegney, Circourt, Derbamont, Bouzémont (secteur de Charmes, Dompierre, Mirecourt).

**II - Pour les biens :**

- classés par un plan local d'urbanisme en zone agricole ou en zone naturelle et forestière ;

- classés par un plan d'occupation des sols en zone de richesses naturelles ou en zone à protéger en raison de l'existence de risques ou de nuisances ou en raison de la qualité des sites ;

- situés dans les zones agricoles protégées délimitées en application de l'article L. 112-2 du code rural et de la pêche maritime ;

- inclus dans un périmètre délimité en application de l'article L. 143-1 du code de l'urbanisme ;

- situés dans les secteurs des cartes communales délimités dans les conditions prévues à l'article L. 124-2 du code de l'urbanisme où les constructions ne sont pas admises ;

- situés dans les périmètres d'opérations d'aménagement foncier rural entre les dates d'ouverture et de clôture des opérations fixées conformément aux articles L. 121-14 et L. 121-21 du code rural et de la pêche maritime ;

- dont le propriétaire est fondé à réclamer, en application de l'article 682 du code civil, un passage suffisant sur les fonds de ses voisins pour assurer la desserte complète de ses fonds enclavés.

**Article 3** – Les propriétaires de biens susceptibles d'être préemptés par la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Lorraine qui souhaitent les vendre par adjudication volontaire sont tenus de les lui offrir préalablement dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 143-12 du code rural et de la pêche maritime.

**Article 4** – Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.  
Paris, le 5 septembre 2013

Jean-Marc AYRAULT

Par le Premier ministre :  
Le ministre de l'agriculture,  
de l'agroalimentaire et de la forêt,  
Stéphane LE FOLL

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 297 bis du 8 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SPONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3461 bis**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter concernant 44,49 ha situés à SPONVILLE, déposée le 25 mars 2013 par Mme POUSSEUR Anne à SPONVILLE qui ne dispose pas de la capacité professionnelle et qui exerce une activité professionnelle non agricole; la motivation et le résultat étant l'installation sans aides de l'Etat,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
VU la décision de refus d'exploiter en date du 27 juin 2013,  
VU le recours gracieux en date du 10 août 2013, reçu le 12 août 2013, de Mme POUSSEUR Anne indiquant que Mme KROPIWNICKA Luiza, ex épouse de M. ROBINET Christophe, n'est pas associée exploitante de l'EARL DE LA GRANDE CHARMILLE,  
VU le courrier contradictoire du 04 septembre 2013 envoyé à M. ROBINET Christophe, gérant de l'EARL DE LA GRANDE CHARMILLE,  
VU la réponse de M. ROBINET Christophe du 30 septembre 2013, reçue le 02 octobre 2013, confirmant que M. ROBINET Christophe est le seul exploitant de l'EARL DE LA GRANDE CHARMILLE,  
CONSIDÉRANT les orientations du SDDS (art. 2 : Objectifs du contrôle des structures) :  
Mme POUSSEUR Anne ne répond à aucune des 3 orientations de l'article 2 :  
- elle ne réalise pas une démarche professionnelle liée à une installation aidée car elle a plus de 40 ans, ne justifie pas de la capacité professionnelle et l'étude économique transmise ne permet pas de justifier de la viabilité économique même pour une installation à titre secondaire (EBE de 3 536 € par an d'après l'étude économique réalisée par ADHEO 109) ne permet pas de prélèvements privés,  
- elle ne crée pas une unité économique viable puisque l'EBE ne permet pas la rémunération de l'exploitante,  
- elle ne crée pas l'emploi car il n'y a pas d'installation viable ;  
L'EARL DE LA GRANDE CHARMILLE a un niveau d'équivalence > 150 équivalent/UTH car l'EARL n'a qu'un seul associé exploitant et non deux comme pris en compte dans la décision du 27 juin 2013. Elle ne relève donc d'aucune orientation prioritaire du SDDS même si l'étude économique montre une perte potentielle d'EBE de 38 600 € ;  
Mme POUSSEUR Anne et l'EARL DE LA GRANDE CHARMILLE ne relèvent donc pas d'une orientation prioritaire du SDDS l'un par rapport à l'autre ;

**D E C I D E**

**Article 1er** - Mme POUSSEUR Anne est autorisée à exploiter 44,49 ha (SPONVILLE parcelles ZA 27 - ZE 43 - ZH 47), objets de la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mme POUSSEUR Anne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Mme POUSSEUR Anne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de SPONVILLE pour affichage.

Nancy, le 8 octobre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 348 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3530**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2013 par la SCEA LE BOIS KLEISS (M. NAU Jean Pierre) à ITZIG-LUXEMBOURG concernant 82,80 ha situés à VILLERS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement et la double participation,  
VU les demandes concurrentes de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. DOLHAIN Paul à CHENIERES, de M. HORNICK Paul à REDANGE, du GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE, de M. REVEMONT Maxime à VILLERS LA MONTAGNE, de M. PERRIN Régis à FRESNOIS LA MONTAGNE, et de la SCEA DE LA MATERNELLE (M. ROBERT Serge) à VILLERS LA MONTAGNE et de M. CORDONNIER Claude à LAIX,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de M. NAU Jean-Pierre relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de M. GEORGES Patrice, de M. DOHLAIN Paul, de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES, de M. PERRIN Régis, de la SCEA DE LA MATERNELLE et celle de M. CORDONNIER Claude relèvent selon cet article du rang de priorité 4, (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), et que la demande d'installation de M. REVEMONT Maxime n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

#### DECIDE

**Article 1er** - La SCEA LE BOIS KLEISS, composée de M. NAU Jean Pierre, n'est pas autorisée à exploiter 82,80 ha objets de la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA LE BOIS KLEISS (M. NAU Jean Pierre).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. NAU Jean Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 349 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3586

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/07/2013 par M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE concernant 82,80 ha situés à VILLERS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de M. NAU Jean-Pierre à ITZIG-LUXEMBOURG, de M. DOLHAIN Paul à CHENIERES, de M. HORNICK Paul à REDANGE, du GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE, de M. REVEMONT Maxime à VILLERS LA MONTAGNE, de M. PERRIN Régis à FRESNOIS LA MONTAGNE et de la SCEA DE LA MATERNELLE (M. ROBERT Serge) à VILLERS LA MONTAGNE et de M. CORDONNIER Claude à LAIX,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de M. NAU Jean-Pierre relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de M. GEORGES Patrice, de M. DOHLAIN Paul, de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES, de M. PERRIN Régis, de la SCEA DE LA MATERNELLE et celle de M. CORDONNIER Claude relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), et que la demande d'installation de M. REVEMONT Maxime n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

#### DECIDE

**Article 1er** - M. GEORGES Patrice est autorisé à exploiter 82,80 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. GEORGES Patrice.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. GEORGES Patrice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 350 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3587**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/07/2013 par M. DOLHAIN Paul à CHENIERES concernant 50,58 ha situés à VILLERS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de M. NAU Jean-Pierre à ITZIG-LUXEMBOURG, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. HORNICK Paul à REDANGE, du GAEC DES CARRIERES

(MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE, de M. REVEMONT Maxime à VILLERS LA MONTAGNE, de M. PERRIN Régis à FRESNOIS LA MONTAGNE et de la SCEA DE LA MATERNELLE (M. ROBERT Serge) à VILLERS LA MONTAGNE et de M. CORDONNIER Claude à LAIX,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de M. NAU Jean-Pierre relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de M. GEORGES Patrice, de M. DOHLAIN Paul, de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES, de M. PERRIN Régis, de la SCEA DE LA MATERNELLE et celle de M. CORDONNIER Claude relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), et que la demande d'installation de M. REVEMONT Maxime n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

**D E C I D E**

**Article 1er** - M. DOLHAIN Paul est autorisé à exploiter 50,58 ha (VILLERS LA MONTAGNE parcelles AA 54-56 - ZA 5-6-13-150-152 - ZB 76-80-194-199-202-203-206-411 - ZI 62-63-64) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. DOLHAIN Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. DOLHAIN Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 351 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3585**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/07/2013 par M. HORNICK Paul à REDANGE concernant 82,80 ha situés à VILLERS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de M. NAU Jean-Pierre à ITZIG-LUXEMBOURG, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. DOLHAIN Paul à CHENIERES, du GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE, de M. REVEMONT Maxime à VILLERS LA MONTAGNE, de M. PERRIN Régis à FRESNOIS LA MONTAGNE et de la SCEA DE LA MATERNELLE (M. ROBERT Serge) à VILLERS LA MONTAGNE et de M. CORDONNIER Claude à LAIX,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de M. NAU Jean-Pierre relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de M. GEORGES Patrice, de M. DOHLAIN Paul, de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES, de M. PERRIN Régis, de la SCEA DE LA MATERNELLE et celle de M. CORDONNIER Claude relèvent selon cet article du rang de priorité 4, (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), et que la demande d'installation de M. REVEMONT Maxime n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

#### DECIDE

**Article 1er** - M. HORNICK Paul est autorisé à exploiter 82,80 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. HORNICK Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. HORNICK Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 352 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3588

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/07/2013 par le GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE concernant 82,80 ha situés à VILLERS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de M. NAU Jean-Pierre à ITZIG-LUXEMBOURG, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. DOLHAIN Paul à CHENIERES, de M. HORNICK Paul à REDANGE, de M. REVEMONT Maxime à VILLERS LA MONTAGNE, de M. PERRIN Régis à FRESNOIS LA MONTAGNE, de la SCEA DE LA MATERNELLE (M. ROBERT Serge) à VILLERS LA MONTAGNE et de M. CORDONNIER Claude à LAIX,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de M. NAU Jean-Pierre relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de M. GEORGES Patrice, de M. DOHLAIN Paul, de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES, de M. PERRIN Régis, de la SCEA DE LA MATERNELLE et celle de M. CORDONNIER Claude relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), et que la demande d'installation de M. REVEMONT Maxime n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

#### DECIDE

**Article 1er** - Le GAEC DES CARRIERES, composé de Messieurs ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve, est autorisé à exploiter 82,80 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 353 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3590**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/07/2013 par M. PERRIN Régis à FRESNOIS LA MONTAGNE concernant 11,07 ha situés à VILLERS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de M. NAU Jean-Pierre à ITZIG-LUXEMBOURG, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. DOLHAIN Paul à CHENIERES, de M. HORNICK Paul à REDANGE, du GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE, de M. REVEMONT Maxime à VILLERS LA MONTAGNE, de la SCEA DE LA MATERNELLE (M. ROBERT Serge) à VILLERS LA MONTAGNE et de M. CORDONNIER Claude à LAIX,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de M. NAU Jean-Pierre relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de M. GEORGES Patrice, de M. DOHLAIN Paul, de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES, de M. PERRIN Régis, de la SCEA DE LA MATERNELLE et celle de M. CORDONNIER Claude relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), et que la demande d'installation de M. REVEMONT Maxime n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

**D E C I D E**

**Article 1er** - M. PERRIN Régis est autorisé à exploiter 11,07 ha (VILLERS LA MONTAGNE parcelles ZA 13 - ZC 43) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. PERRIN Régis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. PERRIN Régis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 354 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3591**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/07/2013 par la SCEA DE LA MATERNELLE (M. ROBERT Serge) à VILLERS LA MONTAGNE concernant 82,80 ha situés à VILLERS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de M. NAU Jean-Pierre à ITZIG-LUXEMBOURG, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. DOLHAIN Paul à CHENIERES, de M. HORNICK Paul à REDANGE, du GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE, de M. REVEMONT Maxime à VILLERS LA MONTAGNE, de M. PERRIN Régis à FRESNOIS LA MONTAGNE et de M. CORDONNIER Claude à LAIX,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de M. NAU Jean-Pierre relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de M. GEORGES Patrice, de M. DOHLAIN Paul, de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES, de M. PERRIN Régis, de la SCEA DE LA MATERNELLE et celle de M. CORDONNIER Claude relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), et que la demande d'installation de M. REVEMONT Maxime n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

#### D E C I D E

**Article 1er** - La SCEA DE LA MATERNELLE, composée de M. ROBERT Serge, est autorisée à exploiter 82,80 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DE LA MATERNELLE (M. ROBERT Serge).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. ROBERT Serge, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 355 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3626

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/09/2013 par M. CORDONNIER Claude à LAIX concernant 82,80 ha situés à VILLERS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de M. NAU Jean-Pierre à ITZIG-LUXEMBOURG, de M. GEORGES Patrice à HUSSIGNY GODBRANGE, de M. DOHLAIN Paul à CHENIERES, de M. HORNICK Paul à REDANGE, du GAEC DES CARRIERES (MM. ANDRIOLLO Patrick et BISCARO Steve) à AUDUN LE TICHE, de M. REVEMONT Maxime à VILLERS LA MONTAGNE, de M. PERRIN Régis à FRESNOIS LA MONTAGNE et de la SCEA DE LA MATERNELLE (M. ROBERT Serge) à VILLERS LA MONTAGNE,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de M. NAU Jean-Pierre relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de M. GEORGES Patrice, de M. DOHLAIN Paul, de M. HORNICK Paul, du GAEC DES CARRIERES, de M. PERRIN Régis, de la SCEA DE LA MATERNELLE et celle de M. CORDONNIER Claude relèvent selon cet article du rang de priorité 4, (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO), et que la demande d'installation de M. REVEMONT Maxime n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

#### D E C I D E

**Article 1er** - M. CORDONNIER Claude est autorisé à exploiter 82,80 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. CORDONNIER Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. CORDONNIER Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 356 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ROSIERES-AUX-SALINES - HUDIVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3560

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par l'EARL DES TUILERIES (MM. RAGON Thierry et Christophe) à ANTHELUPT concernant 16,14 ha situés à ROSIERES AUX SALINES et HUDIVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de la SCEA DES SABLONS (M. MONIN Sylvain) à HUDIVILLER et celle de l'EARL DES CHENEVIÈRES (M. et Mme DRIE Yvon et Christelle) à ANTHELUPT,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de la SCEA DES SABLONS relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de l'EARL DES TUILERIES et celle de l'EARL DES CHENEVIÈRES relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

**Article 1er** - L'EARL DES TUILERIES, composé de MM. RAGON Thierry et Christophe, est autorisé à exploiter 16,14 ha (HUDIVILLER parcelles A 081-096-097-100-103-104-160-162-307-313-331-332 - C 063-128-129-568-569 - AA 061-063-070 - AB 005-017-024-032-039-054 - ZB 042-049-050-052-053-054-055-094 - ROSIERES AUX SALINES parcelle H 044) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES TUILERIES (MM. RAGON Thierry et Christophe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. RAGON Thierry et Christophe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de ROSIERES AUX SALINES - HUDIVILLER pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 357 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ROSIERES-AUX-SALINES - HUDIVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3509

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par la SCEA des SABLONS (M. MONIN Sylvain) à HUDIVILLER concernant 12,55 ha situés à ROSIERES AUX SALINES et HUDIVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de l'EARL DES TUILERIES (MM. RAGON Thierry et Christophe) à ANTHELUPT et celle de l'EARL DES CHENEVIÈRES (M. Mme DRIE Yvon et Christelle) à ANTHELUPT,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de la SCEA DES SABLONS relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de l'EARL DES TUILERIES et celle de l'EARL DES CHENEVIÈRES relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

**Article 1er** - La SCEA des SABLONS, composée de M. MONIN Sylvain, est autorisée partiellement à exploiter 12,55 ha (HUDIVILLER parcelles ZC 74partie-77-108-109 - ROSIERES AUX SALINES parcelle H 0044partie) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA des SABLONS (M. MONIN Sylvain).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. MONIN Sylvain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de ROSIERES AUX SALINES et HUDIVILLER pour affichage.  
Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 358 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUDIVILLER - ROSIERES-AUX-SALINES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3593**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/08/2013 par l'EARL DES CHENEVIERES (M. Mme DRIE Yvon et Christelle) à ANTHELUPT concernant 17,98 ha situés à HUDIVILLER et ROSIERES AUX SALINES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de la SCEA DES SABLONS (M. MONIN Sylvain) à HUDIVILLER et celle de l'EARL DES TUILERIES (MM. RAGON Thierry et Christophe) à ANTHELUPT,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de la SCEA DES SABLONS relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de l'EARL DES TUILERIES et celle de l'EARL DES CHENEVIERES relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

**Article 1er** - L'EARL DES CHENEVIERES, composé de M. Mme DRIE Yvon et Christelle, est autorisé à exploiter 17,98 ha (HUDIVILLER parcelles A 081-096-097-100-103-104-160-162-307-313-331-332 - C 063-128-129-568-569 - AA 061-063-070 - AB 017-024-032-039-054 - ZB 042-049-050-052-053-054-055-094 - ZC 77 - ROSIERES AUX SALINES parcelle H 44) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES CHENEVIERES (M. Mme DRIE Yvon et Christelle).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. Mme DRIE Yvon et Christelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de HUDIVILLER et ROSIERES AUX SALINES pour affichage.  
Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 359 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ROSIERES-AUX-SALINES - HUDIVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3567**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par la SCEA DES SABLONS (M. MONIN Sylvain) à HUDIVILLER concernant 4,30 ha situés à ROSIERES AUX SALINES et HUDIVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er** - La SCEA DES SABLONS, composée de M. MONIN Sylvain, est autorisée à exploiter 4,30 ha (HUDIVILLER parcelle ZC 74partie - ROSIERES AUX SALINES parcelles H 0044partie) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DES SABLONS (M. MONIN Sylvain).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. MONIN Sylvain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de ROSIERES AUX SALINES et HUDIVILLER pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 360 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MARAINVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3573

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2013 par M. CUART Pierre à CHANTEHEUX concernant 13,54 ha situés à MARAINVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement - Elevage de chevaux,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er** - M. CUART Pierre est autorisé à exploiter 13,54 ha (MARAINVILLER parcelles ZA 0021-0023 - ZB 0036-0039-0040-0041 - ZK 0007 - ZH 0096) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. CUART Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. CUART Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de MARAINVILLER pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 361 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEZIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3546

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2013 par le GAEC DE LA ROCHE (MM. Mme BELLOT Bruno - Catherine et Julien) à BEUVEZIN concernant 1,40 ha situés à BEUVEZIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente de M. PETITJEAN Gérôme,  
VU l'avis favorable de la CDOA en date du 14 février 2013 accordé à M. PETITJEAN Gérôme,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er** - Le GAEC DE LA ROCHE, composé de MM. Mme BELLOT Bruno - Catherine et Julien, n'est pas autorisé à exploiter 1,40 ha (BEUVEZIN parcelle ZC 67) objets de la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA ROCHE (MM. Mme BELLOT Bruno - Catherine et Julien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. Mme BELLOT Bruno - Catherine et Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BEUVEZIN pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 362 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ALLONDELLE-LA-MALMAISON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3582**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par le GAEC DE MON IDEE (MM. BRETNACHER Alain - KIRCHER Rémi et ALFF Claude) à GRAND FAILLY concernant 52,86 ha situés à ALLONDELLE LA MALMAISON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement - fusion d'exploitations,

VU la demande concurrente non soumise de M. DEBREUX Aurélien à GRAND FAILLY (projet d'installation avec les aides),

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er** - Le GAEC DE MON IDEE, composé de MM. BRETNACHER Alain - KIRCHER Rémi et ALFF Claude, n'est pas autorisé à exploiter 52,86 ha objets de la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE MON IDEE (MM. BRETNACHER Alain - KIRCHER Rémi et ALFF Claude).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. BRETNACHER Alain - KIRCHER Rémi et ALFF Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de ALLONDELLE LA MALMAISON pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 364 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à TOUL - CHARMES-LA-COTE - BLENOD- LES-TOUL - MONT-LE-VIGNOBLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3615**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/07/2013 par l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille) à GYE concernant 31,11 ha situés à TOUL - CHARMES LA COTE - BLENOD LES TOUL et MONT LE VIGNOBLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU la demande concurrente non soumise de M. THOUVENIN Guy,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de M. THOUVENIN Guy relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes d'agrandissement de l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille) relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

**Article 1er** - L'EARL DE LA MAIE, composé de M. PLONGUE Cyrille, n'est pas autorisé à exploiter 31,11 ha objets de la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. PLONGUE Cyrille, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de TOUL - CHARMES LA COTE - BLENOD LES TOUL et MONT LE VIGNOBLE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 365 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAMBLEY-BUSSIÈRES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3620

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/07/2013 par l'EARL DU LAGNY (M. FRITZ Jérémy) à COIN LES CUVRY concernant 16,44 ha situés à CHAMBLEY BUSSIÈRES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er** - L'EARL DU LAGNY, composé de M. FRITZ Jérémy, est autorisé à exploiter 16,44 ha (CHAMBLEY BUSSIÈRES parcelle ZN 64) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU LAGNY (M. FRITZ Jérémy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. FRITZ Jérémy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de CHAMBLEY BUSSIÈRES pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 367 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BASLIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3570

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/08/2013 par l'EARL DE SAINTIGNON (M. PIERCON Laurent) à BASLIEUX concernant 2,46 ha situés à BASLIEUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er** - L'EARL DE SAINTIGNON, composé de M. PIERCON Laurent, est autorisé à exploiter 2,46 ha (BASLIEUX parcelles AC48-49-50-51-52-53-362) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE SAINTIGNON (M. PIERCON Laurent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. PIERCON Laurent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BASLIEUX pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 368 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à TANTONVILLE - VEZELISE - QUEVILLONCOURT - HAMMEVILLE - VITREY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3605

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 28/08/2013 par le GAEC DES CAPUCINS (MM. BACHMANN Francis - Philippe - Jérôme et VETIER Jean-Marie) à VEZELISE concernant 44,88 ha situés à TANTONVILLE - VEZELISE - QUEVILLONCOURT - HAMMEVILLE et VITREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU la demande concurrente non soumise de Mlle TERVISCHÉ Emilie à THELOD,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Mlle TERVISCHÉ Emilie relève selon cet article du rang de priorité 1 et que la demande d'agrandissement du GAEC des CAPUCINS (MM. BACHMANN Francis, Philippe, Jérôme, et VETIER Jean-Marie) relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

**Article 1er** - Le GAEC DES CAPUCINS, composé de MM. BACHMANN Francis - Philippe - Jérôme et VETIER Jean-Marie, n'est pas autorisé à exploiter 44,88 ha (HAMMEVILLE parcelles ZE 015J/K/L - QUEVILLONCOURT parcelle B 002 - TANTONVILLE parcelles A 0318-0353-0355-0357 - C 0132-0133A/B-0301 - B 0247 - VEZELISE parcelles ZC 030-A/B - 0130 - ZC 0106-0118A/B-0147J/K/L - ZE 022J/K - 0280J/K - VITREY parcelle ZI 0110) objets de la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES CAPUCINS (MM. BACHMANN Francis - Philippe - Jérôme et VETIER Jean-Marie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. BACHMANN Francis - Philippe - Jérôme et VETIER Jean-Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de TANTONVILLE - VEZELISE - QUEVILLONCOURT - HAMMEVILLE et VITREY pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 369 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES-AUX-DAMES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3394**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/07/2013 par M. MONGIN Gaël à NANCY concernant 0,19 ha situés à BOUXIERES AUX DAMES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement - Maraîchage en agriculture biologique,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er** - M. MONGIN Gaël est autorisé à exploiter 0,19 ha (BOUXIERES AUX DAMES parcelles A 462-463-902) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. MONGIN Gaël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. MONGIN Gaël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BOUXIERES AUX DAMES pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 370 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à FORCELLES-SOUS-GUGNEY - HOUSSEVILLE - XIROCOURT - SAXON-SION - DIARVILLE - SAINT-FIRMIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3622**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/07/2013 par le GAEC DU PLATEAU LORRAIN (MM. LIEBAUT Christophe et MARIN Raphaël) à OELLEVILLE concernant 143,10 ha situés à FORCELLES SOUS GUGNEY - HOUSSEVILLE - XIROCOURT - SAXON SION - DIARVILLE et SAINT FIRMIN ; la motivation et le résultat étant la fusion de 2 exploitations individuelles et création du GAEC DU PLATEAU LORRAIN,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er** - Le GAEC DU PLATEAU LORRAIN, composé de MM. LIEBAUT Christophe et MARIN Raphaël, est autorisé à exploiter 143,10 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU PLATEAU LORRAIN (MM. LIEBAUT Christophe et MARIN Raphaël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. LIEBAUT Christophe et MARIN Raphaël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de FORCELLES SOUS GUGNEY - HOUSSEVILLE - XIROCOURT - SAXON SION - DIARVILLE et SAINT FIRMIN pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 371 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à DOMGERMAIN - BRULEY - BOUCQ - GONDREVILLE - FEY-EN-HAYE - SAIZERAIS - BOUVRON - LUCEY - FRANCHEVILLE - PAGNEY-DERRIERE-BARINE - VILLEY-SAINT-ETIENNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3598**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/07/2013 par la SCEA DU CLOS SAINT JEAN (Mmes ROUSSELLE Marie-Hélène et REMY Colette) à BOUVRON concernant les parcelles situées à DOMGERMAIN - BRULEY - BOUCQ - GONDREVILLE - FEY EN HAYE - SAIZERAIS - BOUVRON - LUCEY - FRANCHEVILLE - PAGNEY DERRIERE BARINE et VILLEY SAINT ETIENNE ; la motivation et le résultat étant la fusion de 2 exploitations et création de la SCEA DU CLOS SAINT JEAN - Projet d'installation de M. REMY Damien,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er** - La SCEA DU CLOS SAINT JEAN, composée de Mmes ROUSSELLE Marie-Hélène et REMY Colette, est autorisée à exploiter conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU CLOS SAINT JEAN (Mmes ROUSSELLE Marie-Hélène et REMY Colette).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressées Mmes ROUSSELLE Marie-Hélène et REMY Colette, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de DOMGERMAIN - BRULEY - BOUCQ - GONDREVILLE - FEY EN HAYE - SAIZERAIS - BOUVRON - LUCEY - FRANCHEVILLE - PAGNEY DERRIERE BARINE et VILLEY SAINT ETIENNE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,

Le Directeur départemental des territoires,

Pour le Directeur départemental,

Le Directeur adjoint,

Marc MENEGHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 372 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLE-EN-VERMOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3630**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/08/2013 par la SCEA "LA FERME DE MICHEL" (M. et Mme DARTOY Hervé et Sandrine) à BURTHECOURT AUX CHENES concernant 8,05 ha situés à VILLE EN VERMOIS ; la motivation et le résultat étant la reprise de l'exploitation de son oncle M. HUMBERT Michel et création de la "SCEA LA FERME DE MICHEL" avec son cousin M. TISSOUX Jean-Luc,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er** - La SCEA "LA FERME DE MICHEL", composée de M. Mme DARTOY Hervé et Sandrine, est autorisée à exploiter 8,05 ha (VILLE EN VERMOIS parcelles E 119 à 126 - ZE 45) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA "LA FERME DE MICHEL" (M. Mme DARTOY Hervé et Sandrine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. Mme DARTOY Hervé et Sandrine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLE EN VERMOIS pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 373 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLE-EN-VERMOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3631**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/08/2013 par la SCEA "LA FERME DE MICHEL" (M. TISSOUX Jean-Luc) à VILLE EN VERMOIS concernant 7,19 ha situés à VILLE EN VERMOIS ; la motivation et le résultat étant la reprise de l'exploitation de son oncle M. HUMBERT Michel et création de la "SCEA LA FERME DE MICHEL" avec son cousin M. DARTOY Hervé et son épouse,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er** - La SCEA "LA FERME DE MICHEL", composée de M. TISSOUX Jean-Luc, est autorisée à exploiter 7,19 ha (VILLE EN VERMOIS parcelles C 084 - ZE 010-011-036-037 - ZH 150-151-212-214-215-216) conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA "LA FERME DE MICHEL" (M. TISSOUX Jean-Luc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. TISSOUX Jean-Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLE EN VERMOIS pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 374 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE - DOMMARTIN-LES-TOUL - GONDREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3612**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/08/2013 par l'EARL DES CHANELLES (M. OUDOT Jean Marc) à VELAIN EN HAYE concernant 177,82 ha situés à CHAUDENEY SUR MOSELLE - DOMMARTIN LES TOUL et GONDREVILLE ; la motivation et le résultat étant la prise de participation dans l'EARL DU HAUT - Agrandissement en vue de l'installation de son fils Lucas fin 2014 - M. GERARDIN Philippe reste dans l'exploitation en tant qu'associé,  
VU la demande concurrente uniquement pour la parcelle ZH 58J/K de 0,75 ha ;  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er** - L'EARL DES CHANELLES, composé de M. OUDOT Jean Marc, est autorisé à exploiter 177,82 ha SAUF sur la parcelle ZH 58J/K de 0,75 ha qui fait l'objet d'une demande concurrente et sous réserve de l'installation de M. OUDOT Lucas avant le 1er janvier 2015, conformément à la demande déposée.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle. Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES CHANELLES (M. OUDOT Jean Marc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. OUDOT Jean Marc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de CHAUDENEY SUR MOSELLE - DOMMARTIN LES TOUL - GONDREVILLE pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 377 du 18 septembre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à HUDIVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par la SCEA DES SABLONS (M. MONIN Sylvain) à HUDIVILLER ; la motivation et le résultat étant l'entrée comme associé exploitant de M. MONIN Bruno, qui ne dispose pas de la capacité professionnelle, au sein de la SCEA,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er** - La SCEA DES SABLONS, composé de M. MONIN Sylvain, est autorisé à intégrer M. MONIN Bruno au sein de la SCEA.

**Article 2** - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DES SABLONS (M. MONIN Sylvain).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. MONIN Sylvain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HUDIVILLER pour affichage.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Christophe FOTRE

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :*

*- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation, de l'agriculture, et de la pêche.*

*L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

*- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX.*

---

**Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/382 du 2 octobre 2013 portant dissolution de l'association foncière de VIVIERS-SUR-CHIERS - Section de BRAUMONT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 1961 portant institution d'une association foncière dans la commune de VIVIERS SUR CHIERS - Section de BRAUMONT ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2013 portant délégation de signature à M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

VU la délibération 24 février 2012 de l'association foncière de VIVIERS SUR CHIERS - Section de BRAUMONT décidant de transmettre à la commune le patrimoine et de demander la dissolution ;

VU la délibération du 20 mars 2012 du conseil municipal de VIVIERS SUR CHIERS acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion des remembrements ;

VU l'acte notarié du 02 juillet 2013 de Maître Jean-Paul HEIL à LONGUYON ;

CONSTATANT que l'association foncière de VIVIERS SUR CHIERS - Section de BRAUMONT n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**Article 1er** - L'association foncière de VIVIERS SUR CHIERS - Section de BRAUMONT est dissoute.

**Article 2** - Le patrimoine foncier de l'association foncière de VIVIERS SUR CHIERS - Section de BRAUMONT est transféré à la commune de VIVIERS SUR CHIERS qui en assurera l'entretien.

**Article 3** - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de VIVIERS SUR CHIERS - Section de BRAUMONT sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune VIVIERS SUR CHIERS.

**Article 4** - Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VIVIERS SUR CHIERS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 2 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
François PROISY

---

**Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/383 du 2 octobre 2013 portant dissolution de l'association foncière de VIVIERS-SUR-CHIERS - Section de REVEMONT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 04 novembre 1955 portant institution d'une association foncière dans la commune de VIVIERS SUR CHIERS - Section de REVEMONT ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2013 portant délégation de signature à M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

VU la délibération 24 février 2012 de l'association foncière de VIVIERS SUR CHIERS - Section de REVEMONT décidant de transmettre à la commune le patrimoine et de demander la dissolution ;

VU la délibération du 20 mars 2012 du conseil municipal de VIVIERS SUR CHIERS acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion des remembrements ;

VU l'acte notarié du 02 juillet 2013 de Maître Jean-Paul HEIL à LONGUYON ;

CONSTATANT que l'association foncière de VIVIERS SUR CHIERS - Section de REVEMONT n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** - L'association foncière de VIVIERS SUR CHIERS - Section de REVEMONT est dissoute.

**Article 2** - Le patrimoine foncier de l'association foncière de VIVIERS SUR CHIERS - Section de REVEMONT est transféré à la commune de VIVIERS SUR CHIERS qui en assurera l'entretien.

**Article 3** - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de VIVIERS SUR CHIERS - Section de REVEMONT sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune VIVIERS SUR CHIERS.

**Article 4** - Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VIVIERS SUR CHIERS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 2 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
François PROISY

*Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté 2013/DDT54/AFC/n° 384 du 4 octobre 2013 fixant les dates d'ouverture des vendanges**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles 407 et 408 du code général des impôts,

VU le Décret du 31 mars 1998 relatif à l'appellation d'origine contrôlée " Côtes de Toul ",

VU l'article 2 du décret n°68-807 du 13 septembre 1968, modifié par le décret n°72-309 du 1er avril 1972,

VU le règlement CE n°1282/2001 du 28 juin 2001 de la commission européenne,

VU l'article 1er du décret n°70-175 du 2 mars 1970,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU les propositions du délégué territorial adjoint de l'institut national de l'origine et de la qualité en date du 27 septembre 2013,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**Article 1er** - Pour les vins d'appellation contrôlée, la date d'ouverture des vendanges en Meurthe-et-Moselle est fixée comme suit :

- au 5 octobre 2013 pour les cépages Auxerrois et Pinot Noir,

- au 12 octobre 2013 pour le cépage Gamay.

Si l'état sanitaire ou la maturité le nécessite, des prévendanges peuvent être réalisées sur demande individuelle écrite auprès du service régional de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité ( INAO ) 12, avenue de la Foire aux vins – 68012 COLMAR, au minimum 24 heures avant la récolte.

Toute demande de dérogation particulière sera examinée par les services de l'INAO.

**Article 2** - Les déclarations de récoltes devront être faites par tous les viticulteurs pour le 25 novembre 2013, dernier délai. Elles seront souscrites sur des imprimés présentés en liasses carbonnées, dont un exemplaire sera conservé en Mairie et dont un exemplaire sera remis au déclarant pour valoir récépissé.

Les autres exemplaires seront le jour même du dépôt de la déclaration, adressés ou remis par les soins des Mairies, auprès de l'administration des douanes et droits indirects – Service Régional de la Viticulture – 150 rue Alfred Krug - 54052 NANCY.

Le relevé nominatif des déclarations, établi d'après l'ordre de leur réception, sera affiché en mairie.

**Article 3** - Seuls pourront être mis en vente et circuler en vue de la vente, sous l'appellation "Côtes de Toul", accompagnés de la mention "Appellation d'Origine Contrôlée", les vins qui, bénéficiant, en vertu du décret du 3 avril 1942 portant application de la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées complétée par le décret du 21 avril 1948, de cette appellation d'origine, seront assortis d'un label dans les conditions fixées par le décret du 31 mars 1998. Mention de ce label sera portée sur les titres de mouvement.

**Article 4** - Les fabrications de piquettes et vins de sucre sont interdites.

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur département des territoires, le directeur régional des douanes et droits indirects, le directeur départemental de la protection des populations, les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

### Unité forêt - chasse

#### Arrêté n° 380 du 30 septembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 1er juin 2012 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de CRANTENOTY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Crantenoy ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 13.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires et modifié par l'arrêté préfectoral n° 13.BI.24 du 22 août 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er juin 2012 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy ;

VU la demande de M. de MITRY Henri ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** - Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 1er juin 2012 sont abrogées.

**Article 2** - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy.

**Article 3** - Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

**Article 4** - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Crantenoy par les soins du maire.

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Crantenoy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- Mme la présidente de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. de MITRY Henri.

Nancy, le 30 septembre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental des territoires,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

#### Annexe I à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2013 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
CRANTENOTY		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	B	<u>M. de MITRY Henri</u> 635 – 664 – 667 – 670 – 673 – 676 – 679 – 682 – 685 – 701 – 704 – 706 – 708 - 710 - 727
	ZC	91 <u>soit un total de 11 ha 26 a 86 ca</u> (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec la commune de Leménil-Mitry)

#### Annexe II à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2013 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crantenoy

#### ENCLAVES

Commune	Section	Désignation des terrains	Observations
CRANTENOTY	B	712 – 714 – 716 – 718 – 720 - 726	
	ZI	8	
		<u>soit un total de 9 ha 99 a 95 ca</u>	

## TRANSPORTS - SECURITE

## Unité bruit - publicité - qualité de l'air

**Arrêté 2013/DDT/TS/032 du 10 septembre 2013 portant publication des cartes de bruit à échéance 2012 du réseau routier national non concédé dans le département de Meurthe-et-Moselle suivantes : A30 - A31- A33 - A330 - RN4 - RN52 - RN57 - RN59**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement,  
VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.572-1 à 11 et R.572-1 à 11 relatifs à l'évaluation, la prévention et à la réduction du bruit dans l'environnement,  
VU le décret n° 2006-361 du 14 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement et fixant la liste des communes incluses dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants,  
VU l'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement et à l'évaluation des niveaux de bruit,  
VU la circulaire ministérielle du 10 mai 2011 relative à l'organisation des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement devant être réalisés pour la 2ème échéance,  
VU l'avis de la Direction Interdépartementale des Routes de l'Est (DIR-Est) du 16 juillet 2013,  
SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er** - Les cartes de bruit stratégiques concernant les autoroutes non concédées et routes nationales A30, A31, A33, A330, RN4, RN52, RN57, RN59 sont publiées.

**Article 2** - Chaque carte de bruit comporte :

- un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour son élaboration,
- une estimation du nombre de personnes vivant dans les bâtiments d'habitation et du nombre d'établissements d'enseignement et de santé situés dans les zones exposées au bruit,
- des documents graphiques du bruit au 1/25 000ème représentant :
  - \* une carte de type A localisant les zones exposées au bruit, à l'aide de courbes isophones en Lden (Level day, evening, night) par pas de 5 en 5, de 55 dB(A) à supérieur à 75 dB(A),
  - \* une carte de type A localisant les zones exposées au bruit, à l'aide de courbes isophones en Ln (Level night) par pas de 5 en 5, de 50 dB(A) à supérieur à 70 dB(A),
  - \* une carte de type B localisant les secteurs affectés par le bruit définis par le classement sonore des infrastructures de transports terrestres,
  - \* une carte de type C présentant les zones susceptibles de contenir des bâtiments dont le Lden (Level day, evening, night) dépasse 68 dB(A),
  - \* une carte de type C présentant les zones susceptibles de contenir des bâtiments dont le Ln (Level night) dépasse 62 dB(A).

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article R.572-7 du code de l'environnement, les cartes de bruit des infrastructures routières et autoroutières sont arrêtées et publiées par le représentant de l'Etat dans le département.

Les cartes de bruit sont mises à disposition du public au siège de l'autorité compétente et sur le site internet des services de l'Etat de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à l'adresse suivante :

<http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr/> - Rubrique : Politiques-publiques/Environnement/Bruit/

**Article 4** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6** - Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, Madame la directrice de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Lorraine, Monsieur le directeur de la Direction Interdépartementale des Routes Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera en outre transmis au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (Direction Générale de la Prévention des Risques – mission bruit).

Nancy, le 10 septembre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté 2013/DDT/TS/052 du 1er octobre 2013 portant publication des cartes de bruit à échéance 2012 de l'autoroute A4 concédée dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement,  
VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.572-1 à 11 et R.572-1 à 11 relatifs à l'évaluation, la prévention et à la réduction du bruit dans l'environnement,  
VU le décret n° 2006-361 du 14 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement et fixant la liste des communes incluses dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants,  
VU l'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement et à l'évaluation des niveaux de bruit,  
VU la circulaire ministérielle du 10 mai 2011 relative à l'organisation des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement devant être réalisés pour la 2ème échéance,  
VU les cartes de bruit et rapport transmis par la SANEF le 26 mars 2013,  
SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er** - Les cartes de bruit stratégiques concernant l'autoroute A4 concédée dans le département de Meurthe-et-Moselle sont publiées.

**Article 2** - Chaque carte de bruit comporte :

- un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour son élaboration,
- une estimation du nombre de personnes vivant dans les bâtiments d'habitation et du nombre d'établissements d'enseignement et de santé situés dans les zones exposées au bruit,
- des documents graphiques du bruit au 1/25 000ème représentant :
  - \* une carte de type A localisant les zones exposées au bruit, à l'aide de courbes isophones en Lden (Level day, evening, night) par pas de 5 en 5, de 55 dB(A) à supérieur à 75 dB(A),

- \* une carte de type A localisant les zones exposées au bruit, à l'aide de courbes isophones en Ln (Level night) par pas de 5 en 5, de 50 dB(A) à supérieur à 70 dB(A),
- \* une carte de type B localisant les secteurs affectés par le bruit définis par le classement sonore des infrastructures de transports terrestres,
- \* une carte de type C présentant les zones susceptibles de contenir des bâtiments dont le Lden (Level day, evening, night) dépasse 68 dB(A),
- \* une carte de type C présentant les zones susceptibles de contenir des bâtiments dont le Ln (Level night) dépasse 62 dB(A).

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article R.572-7 du code de l'environnement, les cartes de bruit des infrastructures routières et autoroutières sont arrêtées et publiées par le représentant de l'Etat dans le département.

Les cartes de bruit sont mises à disposition du public au siège de l'autorité compétente et sur le site internet des services de l'Etat de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à l'adresse suivante :

<http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr/> - Rubrique : Politiques-publiques/Environnement/Bruit/

**Article 4** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6** - Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président Directeur Général de la société des autoroutes SANEF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera en outre transmis au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (Direction Générale de la Prévention des Risques – mission bruit).

Nancy, le 1er octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté 2013/DDT/TS/053 du 1er octobre 2013 portant publication des cartes de bruit à échéance 2012 de l'autoroute A31 concédée dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.572-1 à 11 et R.572-1 à 11 relatifs à l'évaluation, la prévention et à la réduction du bruit dans l'environnement,

VU le décret n° 2006-361 du 14 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement et fixant la liste des communes incluses dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants,

VU l'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement et à l'évaluation des niveaux de bruit,

VU la circulaire ministérielle du 10 mai 2011 relative à l'organisation des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement devant être réalisés pour la 2ème échéance,

VU les cartes de bruit et rapport transmis par APRR le 15 janvier 2013,

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er** - Les cartes de bruit stratégiques concernant l'autoroute A 31 concédée dans le département de Meurthe-et-Moselle sont publiées.

**Article 2** - Chaque carte de bruit comporte :

- un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour son élaboration,
- une estimation du nombre de personnes vivant dans les bâtiments d'habitation et du nombre d'établissements d'enseignement et de santé situés dans les zones exposées au bruit,
- des documents graphiques du bruit au 1/25 000ème représentant :
  - \* une carte de type A localisant les zones exposées au bruit, à l'aide de courbes isophones en Lden (Level day, evening, night) par pas de 5 en 5, de 55 dB(A) à supérieur à 75 dB(A),
  - \* une carte de type A localisant les zones exposées au bruit, à l'aide de courbes isophones en Ln (Level night) par pas de 5 en 5, de 50 dB(A) à supérieur à 70 dB(A),
  - \* une carte de type B localisant les secteurs affectés par le bruit définis par le classement sonore des infrastructures de transports terrestres,
  - \* une carte de type C présentant les zones susceptibles de contenir des bâtiments dont le Lden (Level day, evening, night) dépasse 68 dB(A),
  - \* une carte de type C présentant les zones susceptibles de contenir des bâtiments dont le Ln (Level night) dépasse 62 dB(A).

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article R.572-7 du code de l'environnement, les cartes de bruit des infrastructures routières et autoroutières sont arrêtées et publiées par le représentant de l'Etat dans le département.

Les cartes de bruit sont mises à disposition du public au siège de l'autorité compétente et sur le site internet des services de l'Etat de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à l'adresse suivante :

<http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr/> - Rubrique : Politiques-publiques/Environnement/Bruit/

**Article 4** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6** - Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président Directeur Général de la société des APRR sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera en outre transmis au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (Direction Générale de la Prévention des Risques – mission bruit).

Nancy, le 1er octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté 2013/DDT/TS/062 du 1er octobre 2013 portant publication des cartes de bruit à échéance 2012 du réseau ferroviaire dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.572-1 à 11 et R.572-1 à 11 relatifs à l'évaluation, la prévention et à la réduction du bruit dans l'environnement,

VU le décret n° 2006-361 du 14 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement et fixant la liste des communes incluses dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants,

VU l'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement et à l'évaluation des niveaux de bruit,

VU la circulaire ministérielle du 10 mai 2011 relative à l'organisation des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement devant être réalisés pour la 2ème échéance,  
VU l'avis de la Direction Interdépartementale des Routes de l'Est (DIR-Est) du 16 juillet 2013,  
SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er** - Les cartes de bruit stratégiques concernant les voies ferroviaires dont le trafic est supérieur à 30 000 trains par an sont publiées.

Le réseau concerné est le suivant :

- La ligne 005000 de Xammes à Preney,
- La ligne 070000 de Lay-Saint-Remy à Lunéville,
- La ligne 089000 de Seicheprey à Arnaville,
- La ligne 090000 de Frouard à Arnaville.

**Article 2** - Chaque carte de bruit comporte :

- un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour son élaboration,
- une estimation du nombre de personnes vivant dans les bâtiments d'habitation et du nombre d'établissements d'enseignement et de santé situés dans les zones exposées au bruit,
- des documents graphiques du bruit au 1/25 000ème représentant :
  - \* une carte de type A localisant les zones exposées au bruit, à l'aide de courbes isophones en Lden (Level day, evening, night) par pas de 5 en 5, de 55 dB(A) à supérieur à 75 dB(A),
  - \* une carte de type A localisant les zones exposées au bruit, à l'aide de courbes isophones en Ln (Level night) par pas de 5 en 5, de 50 dB(A) à supérieur à 70 dB(A),
  - \* une carte de type B localisant les secteurs affectés par le bruit définis par le classement sonore des infrastructures de transports terrestres,
  - \* une carte de type C présentant les zones susceptibles de contenir des bâtiments dont le Lden (Level day, evening, night) dépasse 68 dB(A),
  - \* une carte de type C présentant les zones susceptibles de contenir des bâtiments dont le Ln (Level night) dépasse 62 dB(A).

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article R.572-7 du code de l'environnement, les cartes de bruit des infrastructures routières et autoroutières sont arrêtées et publiées par le représentant de l'Etat dans le département.

Les cartes de bruit sont mises à disposition du public au siège de l'autorité compétente et sur le site internet des services de l'Etat de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à l'adresse suivante :

<http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr/> - Rubrique : Politiques-publiques/Environnement/Bruit/

**Article 4** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6** - Le directeur régional de réseau ferré de France, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera en outre transmis au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (Direction Générale de la Prévention des Risques – mission bruit).

Nancy, le 1er octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

### *Pôle nature, biodiversité, pêche*

**Arrêté N° SEEB-NBP-2013/019 du 18 septembre 2013 autorisant le tir du Grand Cormoran (*Phalacrocorax carbo sinensis*) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2013/2014**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive n° 79-409/CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 411-1, L. 411-2, L. 431-6 et R. 411-1 à R. 411-14 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2010 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*Phalacrocorax carbo sinensis*) ;

VU l'arrêté du NOR : DEVL1321247A du 16 août 2013 fixant les quotas départementaux dans les limites desquels des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*Phalacrocorax carbo sinensis*) pour la période 2013-2014 ;

VU l'arrêté n°2013/DDT/SG/012 du 28 mai 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

CONSIDERANT qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au Grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ;

CONSIDERANT les risques présentés par la prédation du Grand cormoran pour les populations de poissons menacés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** - Des autorisations individuelles de tir du Grand cormoran peuvent être délivrées en Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2013-2014 :

- au titre de la protection des intérêts économiques des propriétaires et exploitants d'étangs de pisciculture extensive : dans la zone de piscicultures extensives en étang et dans la zone des eaux libres périphériques (cf. annexe 1),
- au titre de la protection d'espèces de poissons menacées sur les zones de régulation délimitées à cet effet (cf annexe 1).

**Article 2** - Les prélèvements seront effectués dans la limite des quotas départementaux fixés annuellement par arrêté ministériel.

Deux types de quotas sont applicables :

- pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs et leurs eaux libres périphériques : **725 oiseaux**,
- pour la protection d'espèces de poissons menacées : **150 oiseaux**.

Au cas où l'un de ces quotas ne serait pas atteint, un arrêté préfectoral complémentaire pourra augmenter le quota atteint par tout ou partie du solde du quota non atteint.

Les autorisations de tir peuvent être retirées lorsque les quotas départementaux sont atteints.

**Article 3** - Le chef du Service Environnement – Eau – Biodiversité est chargé de la coordination et du suivi des opérations de tir, dans le respect des quotas départementaux.

#### I – Dispositions communes

**Article 4** - Les tirs sont autorisés de jour (soit de 1 h avant le lever du soleil à NANCY jusqu'à 1 h après son coucher), comme suit :

- à réception de l'autorisation jusqu'au 10 février 2014 pour les eaux libres,

- à réception de l'autorisation jusqu'au dernier jour de février 2014 pour les plans d'eau tels que définis à l'article 10 du présent arrêté.

Il ne peut y avoir plus de cinq tireurs en action simultanément par arrêté.

En cas de suspension temporaire de la chasse par arrêté préfectoral pour raison climatique (période de gel prolongée), le tir des cormorans est suspendu pour la même période.

- le tir est suspendu les jours de comptage du grand cormoran ou des autres oiseaux d'eau :

Vendredi 15 novembre 2013	Vendredi 13 décembre 2013
Mercredi 15 janvier 2014	Vendredi 14 février 2014

- le tir est interdit :

\* sur les dortoirs accueillant d'autres espèces d'oiseaux protégés que le cormoran (hérons notamment),

\* en période de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans les zones de nidification des oiseaux d'eau.

- dans les réserves de chasse et de faune sauvage du domaine public fluvial, le tir ne pourra être pratiqué que par l'Association départementale des chasseurs de gibier d'eau, encadrée par les agents de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage.

Dans les autres réserves de chasse et de faune sauvage, le tir ne pourra être pratiqué que par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) et les lieutenants de louveterie.

- en cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, l'article 13 fixe les conditions de prolongation de la durée de l'autorisation de tir.

**Article 5** - Le tir aura lieu à 100 m maximum des rives des étangs ou des cours d'eau, sous réserve du droit des détenteurs de droit de chasse voisins.

**Article 6** - Les tireurs doivent respecter les règles de la police de la chasse et être porteurs de leur permis de chasser visé et valide, ainsi que de leur autorisation préfectorale individuelle, qui devra être présentée à toute réquisition des services de contrôle (Arrêté du 1 août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement).

Indépendamment d'éventuelle poursuite judiciaire, en cas de non respect du présent arrêté cette autorisation pourra être retirée.

**Article 7** - Afin d'assurer le suivi et la coordination des opérations de tir tout cormoran abattu devra être signalé dans les 24 h directement par le tireur au service Environnement – Eau – Biodiversité de la DDT de Meurthe-et-Moselle - Tél : 03.83.86.51.63 - Mél : [ddt-eeb@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:ddt-eeb@meurthe-et-moselle.gouv.fr) - Adresse : CO n°60025 54035 NANCY Cedex.

Les oiseaux abattus seront détruits par le titulaire de l'autorisation dans le respect de l'arrêté en vigueur. Les bagues récupérées sur les oiseaux tirés seront adressées à l'ONCFS au 12 bis, rue des Bosquets – 54300 LUNEVILLE.

**Article 8** - A l'expiration de la période d'autorisation de tir, un compte-rendu des opérations de destruction (établi selon le modèle en annexe 3) sera adressé dans les 15 jours par le bénéficiaire au service Environnement – Eau – Biodiversité de la DDT.

**Article 9** - Le respect des dispositions du présent arrêté conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

### II – Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs

**Article 10** - Sont considérés comme piscicultures en étang :

- les exploitations définies à l'article L. 431-6 du CE,

- les plans d'eau visés aux articles L. 431-4 et L. 431-7 dudit code, exploités pour la production de poissons.

**Article 11** - Sont autorisés à intervenir sur les étangs de pisciculture extensive le propriétaire ou l'exploitant de la pisciculture, et/ou les personnes qu'il aura désignées.

Dans la zone des eaux libres périphériques et sur la Chiers, l'Orne et leurs affluents, les autorisations de tir pourront être délivrées :

- sur le domaine public fluvial : aux détenteurs du droit de chasse du gibier d'eau et à leurs ayants-droits

- sur les autres cours d'eau : aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

**Article 12** - Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2).

**Article 13** - En cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, la durée de l'autorisation de tir peut être prolongée jusqu'à la fin des opérations, sans pouvoir dépasser le 30 avril.

Le tir est interdit sur les sites de nidification des oiseaux d'eau.

L'exploitant s'engage à ne réaliser aucun effarouchement sonore à l'aide de canons à gaz au cours du mois d'avril.

### III – Opération pour la protection d'espèces de poissons menacées

**Article 14** - Sur les secteurs repérés à l'annexe 1 comme zone de régulation pour la protection des espèces menacées, les autorisations de tir pourront être délivrées aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

Cette procédure sera encadrée par des agents de l'ONCFS qui doivent impérativement être prévenus 24 heures préalablement à chaque opération de destruction, soit : Par fax au : 03.83.73.24.74 Ou Par courriel : [sd54@oncfs.gouv.fr](mailto:sd54@oncfs.gouv.fr)

Les résultats de tir devront être communiqués au service Environnement – Eau – Biodiversité de la DDT de Meurthe-et-Moselle et à l'ONCFS, 24 heures après la fin de chaque opération.

**Article 15** - Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2 bis).

**Article 16** - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental des territoires, le colonel commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée :

- au chef du service départemental de l'ONEMA

- au chef du service départemental de l'ONCFS

- au président de l'association départementale des lieutenants de louveterie

- au président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau

- au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique

- à la déléguée interrégionale de l'ONCFS

- au délégué interrégional de l'ONEMA

- au président de la fédération départementale des chasseurs

- à la directrice de la direction territoriale Nord-Est de VNF

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du service Environnement-Eau-Biodiversité  
de la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle,  
Jean-Luc JANEL

### RAPPEL

L'emploi de grenaille de plomb est interdit dans les zones humides  
(marais non asséchés, fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau)

## ANNEXE 2

**DEMANDE D'AUTORISATION DE TIR DU GRAND CORMORAN  
SUR UN ETANG DE PISCICULTURE EXTENSIVE ou EN ZONE D'EAUX LIBRES PERIPHERIQUES**

**Demandeur**

NOM – Prénom :

agissant en qualité de président de :

Adresse :

Téléphone :

**demande l'autorisation de tirer le Grand cormoran  
sur les étangs de pisciculture extensive ci-dessous :**

*Pour une première demande : joindre un plan de situation du ou des étangs concernés et les documents administratifs justifiant le statut légal du plan d'eau*

Nom de l'étang	Commune de situation	Surface

Je prévois une vidange/un alevinage tardif et demande à bénéficier d'une autorisation de tir jusqu'au .....  
et m'engage à respecter les conditions fixées à l'article 13 de l'arrêté préfectoral.

**sur la partie du cours d'eau (préciser) : ..... sur laquelle moi-même ou l'association que je représente dispose du droit de pêche**

*Pour une première demande : joindre une cartographie précise des lots de pêche détenus*

**Je désigne comme tireurs les personnes suivantes :**

NOM et Prénom	Adresse	N° Permis de chasser en cours de validité

Je m'engage à me soumettre aux obligations et contrôles prévus par l'Administration.

A

, le

Signature :

Adresser la demande à la DDT de Meurthe-et-Moselle - CO n° 60025 – 54035 NANCY Cedex

**DEMANDE D'AUTORISATION DE TIR DU GRAND CORMORAN  
POUR LA PROTECTION D'ESPECES DE POISSONS MENACEES**

**Demandeur**

NOM – Prénom :

agissant en qualité de président de :

Adresse :

Téléphone :

**demande l'autorisation de tirer le Grand cormoran sur la rivière ci-dessous**

où je suis

) détenteur du droit de pêche

où l'association que je représente est

*Pour une première demande : joindre une cartographie précise des lots de pêche détenus*

Rivière	Commune(s) concernée(s)

et désigne comme tireurs les personnes suivantes :

NOM et Prénom	Adresse	N° Permis de chasser

Je m'engage à me soumettre aux obligations et contrôles prévus par l'Administration.

A

, le

Signature :

Adresser la demande à la DDT de Meurthe-et-Moselle - CO n° 60025 – 54035 NANCY Cedex

## ANNEXE 3

## COMPTE-RENDU DE TIR DU GRAND CORMORAN

Zone de pisciculture extensive en étang et Zone d'eaux libres périphériques  
Protection d'espèce des poissons menacées

AUTORISATION DE DESTRUCTION délivrée à M. .... ASSOCIATION/SOCIETE .....

Nom des tireurs	Date d'intervention	Nom de l'Étang/Rivière	Commune	Nombre d'oiseaux tués	Observations éventuelles (n° de bague, etc.)
TOTAL					

A

, le  
Signature :

À renvoyer **dans les 15 jours** qui suivent la fin de la période d'autorisation  
à la DDT de Meurthe-et-Moselle CO n°60025 – 54035 NANCY Cedex

**Arrêté N° SEEB-NBP-2013/023 du 4 octobre 2013 portant approbation des statuts de plusieurs associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment son article R.434-26 ;

VU l'arrêté du 16 janvier 2013 fixant les conditions d'agrément et les statuts types des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté n°2013/DDT/SG/012 du 28 mai 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** - Les statuts des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique désignées ci-après sont approuvés :

BACCARAT : « Le Barbeau de Baccarat », adoptés par l'assemblée générale du 24 février 2013,  
BLAMONT : « Le Roseau de la Haute Vezouze », adoptés par l'assemblée générale du 16 février 2013,  
BLENOD LES PONT-A-MOUSSON : « Les Fins Pêcheurs » par l'assemblée générale du 6 février 2013,  
BRIEY : « Le Woigot », adoptés par l'assemblée générale du 10 février 2013,  
CEINTREY : « La Frétilante », adoptés par l'assemblée générale du 28 mai 2013,  
CHARENCEY-VEZIN : « Charencey-Vezin », adoptés par l'assemblée générale du 17 juin 2013,  
DIEULOUARD : « Le Gardon Scarponais », adoptés par l'assemblée générale du 11 mars 2013,  
DOMBASLE : « La Gaule Dombasloise », adoptés par l'assemblée générale du 2 février 2013,  
FAVIERES : « Les Hameçons de l'Aroffe », adoptés par l'assemblée générale du 2 mars 2013,  
GERBEVILLER : « La Gaule Gerbévilloise », adoptés par l'assemblée générale du 22 mars 2013,  
JARNY : « La Gaule Jarnysienne », adoptés par l'assemblée générale du 29 mars 2013,  
JOEUF – AUBOUÉ – HOMECOURT : « Les Pêcheurs de l'Orne », adoptés par l'assemblée générale du 25 février 2013,  
JOURDEVILLE : « L'Hameçon des Mineurs », adoptés par l'assemblée générale du 14 avril 2013,  
LONGUYON : « La Truite Longuyonnaise », adoptés par l'assemblée générale du 22 février 2013,  
LUNEVILLE : « La Carache Lunévilloise », adoptés par l'assemblée générale du 3 février 2013,  
MARTINCOURT : « La Vallée de l'Esch », adoptés par l'assemblée générale du 27 février 2013,  
MERCY-LE-BAS : « La Gaule Mercéenne », adoptés par l'assemblée générale du 09 juin 2013,  
MIGNEVILLE : « Les pêcheurs de la Blette », adoptés par l'assemblée générale du 25 mai 2013,  
PAGNY-SUR-MOSELLE : « La Gaule Pagnotine », adoptés par l'assemblée générale du 1er mars 2013,  
PARROY : « Les Pêcheurs du Sânon », adoptés par l'assemblée générale du 3 juin 2013,  
PONT-A-MOUSSON : « La Gaule Mussipontine », adoptés par l'assemblée générale du 2 mars 2013,  
REHERREY : « La Truite de la Verdurette », adoptés par l'assemblée générale du 4 juillet 2013,  
SAINT-JEAN-LES-LONGUYON : « Le Brochet de l'Othain », adoptés par l'assemblée générale du 17 février 2013,  
TANTONVILLE : « Pêcheurs à la ligne de Tantonville », adoptés par l'assemblée générale du 1er juin 2013,  
THIAUCOURT : « La Gaule Thiaucourtoise », adoptés par l'assemblée générale du 8 février 2013,

TOUL : « Pêche et Nature du Toulais », adoptés par l'assemblée générale du 16 mars 2013,  
XIROCOURT : « La Carpe du Madon », adoptés par l'assemblée générale du 25 février 2013,  
XEUILLEY : « Les Pêcheurs à la Ligne du Madon », adoptés par l'assemblée générale du 15 février 2013.

**Article 2** - L'arrêté préfectoral DDAF – PECHE 2008/18 du 4 décembre 2008 portant approbation des statuts des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique dans le département de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux associations concernées et à la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique et qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 4 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté N° SEEB-NBP-2013/030 du 4 octobre 2013 portant approbation des statuts de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment son article R.434-26 ;

VU l'arrêté du 16 janvier 2013 fixant les statuts types des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté n° 2013/DDT/SG/012 du 28 mai 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**Article 1er** - Les statuts de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle, adoptés par l'assemblée générale du 27 avril 2013, sont approuvés.

**Article 2** - L'arrêté préfectoral DDT – PECHE 2011/07 du 28 février 2011 portant approbation des statuts de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique dans le département de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux associations concernées et à la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique et qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 4 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

**Arrêté n° 13-DDPP-116 du 7 octobre 2013 portant mise en demeure de régulariser la situation administrative et de respecter une prescription d'ordre général - Installations Classées pour la Protection de l'Environnement - Association du Longuyonnais pour la Défense et la Protection des Animaux, 12 rue de la mairie à PETIT-FAILLY (54260), installations soumises à déclaration sous la rubrique n° 2120 (établissements d'élevage, vente, transit,... de chiens)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-5 ; L. 512-7 ; L. 512-10) du 8 décembre 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2120 et notamment le point 2.1 de l'annexe I qui dispose que :

« Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; »

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 6 août 2013 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement (dont copie en annexe) ;

VU le courrier date du 14 août 2013 annonçant cette mise en demeure et mettant l'exploitant en mesure de présenter ses observations conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport et de la pré-injonction susvisés ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 16 avril 2013 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants ;

- présence de 46 chiens âgés de plus de 4 mois en présence simultanée dans les locaux et annexes du siège social de l'association à Petit-Failly ;

- installation (locaux d'élevage et parcs) à moins de 100 mètres de la maison d'habitation la plus proche.

CONSIDÉRANT la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

2120 : Chiens (établissements d'élevage, vente, transit, garde, fourrières, etc., de) à l'exclusion des établissements de soins et de toilettage et des rassemblements occasionnels tels que foires, expositions et démonstrations canines.

1. plus de 50 animaux soumis à autorisation

2. de 10 à 50 animaux soumis à déclaration

CONSIDÉRANT que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 16 avril 2013 - relève du régime de la déclaration est exploitée sans avoir fait l'objet de la déclaration nécessaire en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure l'association ALDPA de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT que le positionnement des locaux d'élevage et des parcs de l'installation à moins de 100 mètres de l'habitation la plus proche constitue un manquement aux dispositions de l'article 1er de l'arrêté ministériel susvisé (point 2 de l'annexe I) ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'association ALDPA de respecter les prescriptions dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel susvisé (point 2 de l'annexe I), afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er** - L'Association du Longuyonnais pour la Défense et la Protection des Animaux (ALDPA), exploitant une installation soumise à déclaration sous la rubrique n° 2120, sise au 12, rue de la mairie sur la commune de PETIT-FAILLY (54260), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative et, le cas échéant, de respecter les dispositions de l'article 1er (point 2.1 de l'annexe I) de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2120, soit :

- en déposant un dossier de demande de déclaration en préfecture pour le site de PETIT-FAILLY ;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-12-1 du code de l'environnement sur le site de PETIT-FAILLY.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître les options retenues pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement ;
- Dans le cas où il opte pour la déclaration, cette dernière doit être réalisée dans un délai d'un mois et être complète en tout point. L'installation devra alors respecter les prescriptions du point 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2120.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du même code ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux, opérations ou activités ainsi que la remise en état des lieux.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, à savoir le tribunal administratif de Nancy, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4** - Le présent arrêté sera notifié à l'Association du Longuyonnais pour la Défense et la Protection des Animaux (ALDPA) et sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
  - Madame le Maire de la commune de Petit-Failly,
  - Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
  - Madame la Directrice départementale de la protection des populations,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Nancy, le 7 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

## AUTRES SERVICES

### CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

#### DIRECTION GENERALE

##### Délégation de signature 2013-09-25 du 25 septembre 2013

Monsieur Bernard DUPONT, Directeur général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

**Article 1er** - En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Eliane TOUSSAINT, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
  - confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
  - sanction disciplinaire,
- concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

**Article 2** - En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux Articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur Philippe BOUC, directeur des ressources humaines et à Monsieur Alexis THOMAS, directeur adjoint des ressources humaines pour signer en ses nom et place, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

**Article 3** - En l'absence de Monsieur Philippe BOUC et de Monsieur Alexis THOMAS, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Mme PETTER, Chef du Pôle Ressources Humaines et Affaires Sociales et Directrice des Affaires Médicales et à Mme Eliane TOUSSAINT.

**Article 4** - En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

**a)** pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Monsieur Philippe BOUC
- Monsieur Gérard THOMAS par intérim
- Monsieur Florent CAVELIER
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Ahmed EL-BAHRI
- Madame Maud FERRIER
- Monsieur Gabriel GIACOMETTI
- Monsieur Jérôme GOEMINNE
- Madame Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER
- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX
- Madame Aurélie PRETAT
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Alexis THOMAS
- Madame Julie THUILLEAUX
- Madame Françoise de TOMMASO
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIRION
- Monsieur Philippe WERNERT

**b)** pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux notateurs N1, N2 et N3 listés sur le Portail sécurisé INTRANET du CHU de Nancy/page 2 applications sécurisées/entretiens annuels. Dans ce cadre strict, une délégation de signature leur est accordée à ce titre et découle uniquement de ce dispositif.

**c)** à Monsieur Philippe BOUC pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

**Article 5** - En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'

Article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux directeurs des soins et aux cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

**Article 6** - En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux directeurs des soins et cadres supérieurs de santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Madame Sabine LARDIN pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

**Article 7** - Donne délégation à Madame Gregorie RICHARD, Madame Judith VARIN, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Gregorie RICHARD et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

**Article 8** - En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur Philippe BOUC, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur et Monsieur Alexis THOMAS, Directeur adjoint ainsi qu'en l'absence de ces derniers à Madame Diane PETTER, Chef du Pôle Ressources Humaines et Affaires Sociales et Directrice des Affaires Médicales et à Mme Eliane TOUSSAINT.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

**Article 9** - La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 10** - Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 11** : Cette délégation prendra effet à sa date de publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2013

Le Directeur général,  
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature (engagement des dépenses) :  
Eliane TOUSSAINT, Diane PETTER, Philippe BOUC et Alexis THOMAS

**RESEAU FERRE DE FRANCE**

**Décision du Conseil d'administration de Réseau ferré de France (169ème séance) en date du 19 septembre 2013 prononçant la fermeture de la section de ligne de LEYR à NOMENY**

Le Conseil d'administration de Réseau ferré de France,

VU le Code des transports et notamment les articles L. 2111-9 et suivants ;

VU le décret n° 97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France ;

CONSIDÉRANT l'autorisation du ministre chargé des transports, en date du 24 juillet 2013, de fermeture de la section, comprise entre les PK 12,332 et 22,058, d'une longueur de 9,726 kilomètres, de Leyr à Nomeny (Meurthe-et-Moselle), de la ligne n° 096000 de Pompey à Nomeny ;  
ET APRÈS en avoir délibéré,

**DECIDE**

**Article 1er** - La section, comprise entre les PK 12,332 et 22,058, de Leyr à Nomeny de la ligne n° 096000 de Pompey à Nomeny est fermée.

**Article 2** - La présente décision, immédiatement exécutoire, sera affichée en mairies de Leyr, Villers-Lès-Moivrons, Moivrons, Jeandelaincourt et Nomeny et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et au Bulletin Officiel de Réseau ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Paris, le 19 septembre 2013

Le Président du Conseil d'administration  
Jacques RAPOPORT

**L'AUTRE CANAL**

**Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 108 du 24 septembre 2013 – Nomination de Mme BENTZ Marion, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal**

VU la délibération n° 12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n° 70-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 24 septembre 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 24 septembre 2013,

**ARRETE**

**Article 1er** - Mme BENTZ Marion est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**Article 2** - Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

**Article 3** - Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

**Article 4** - Mme BENTZ Marion est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

**Article 5** - Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.  
Nancy, le 24 septembre 2013

L'Ordonnateur,  
Henri DIDONNA  
Directeur de L'Autre Canal

*Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »*

Le Régisseur,  
Mme L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,  
Mme BENTZ Marion

**Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 109 du 11 octobre 2013 – Nomination de Mme DE BARROS Sabrina, mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal**

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la délibération n° 12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU la décision n° 70-2013 du 17 septembre 2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 10 octobre 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 10 octobre 2013,

**ARRETE**

**Article 1er** - Mme DE BARROS Sabrina est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**Article 2** - Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

**Article 3** - Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

**Article 4** - Mme DE BARROS Sabrina est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

**Article 5** - Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.  
Nancy, le 11 octobre 2013

L'Ordonnateur,  
Henri DIDONNA  
Directeur de L'Autre Canal

*Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »*

Le Régisseur,  
Mme L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,  
Mme DE BARROS Sabrina